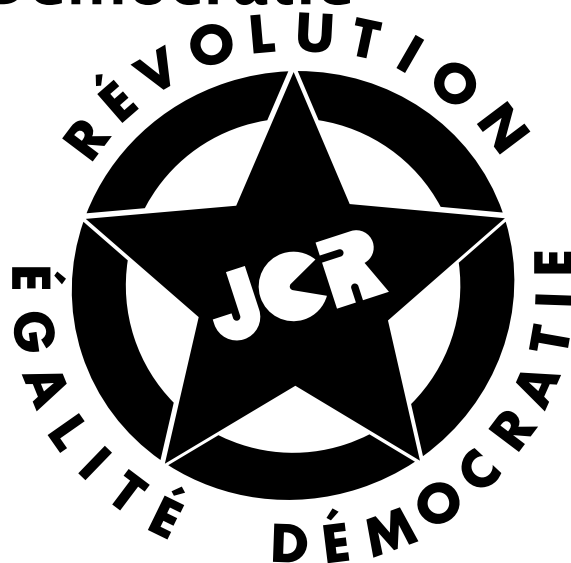


**4<sup>ème</sup> congrès national** des  
**Jeunesses Communistes**  
**Révolutionnaires - Révolution**  
**Egalité Démocratie**



# Sommaire

<b>Statuts</b>	<b>3</b>
<b>Bilan d'activité</b>	<b>6</b>
<b>Orientation</b>	<b>8</b>
<b>1. La mondialisation capitaliste n'est plus incontestée</b>	<b>8</b>
<b>2. Pour répondre à ces enjeux, construire les JCR-RED</b>	<b>11</b>
<b>3. Comment s'organiser ?</b>	<b>15</b>
<b>Résolution femmes</b>	<b>19</b>
<b>Résolution Education</b>	<b>21</b>
<b>Plan du manifeste pour la jeunesse</b>	<b>25</b>
<b>Motions</b>	<b>26</b>

# Statuts des JCR-RED

## **Article 1 :**

Les jeunesses communistes révolutionnaires - Révolution Égalité Démocratie sont une organisation de jeunesse communiste révolutionnaire. Elle considère et défend que le communisme véritable n'a rien à voir avec le stalinisme ou toute autre version du réformisme.

Elle lutte pour le renversement du capitalisme qui ne peut passer que par une rupture révolutionnaire avec l'ordre existant détruisant l'État bourgeois et ses institutions afin de construire une société débarrassée de toute exploitation et aliénation, autogérée, démocratique et pluraliste. Dans ce but elle met toutes ses forces pour développer la mobilisation, l'auto-organisation et la structuration indépendante de la jeunesse aux côtés du prolétariat.

Elle combat l'institution militaire et le militarisme et toutes les formes d'encadrement de la jeunesse.

Elle combat l'impérialisme et en premier lieu l'impérialisme et le colonialisme français.

Elle combat toute forme d'endoctrinement religieux, étatique ou politique, toutes les Eglises et toutes les sectes.

Elle est féministe et combat pour la construction d'un mouvement autonome des femmes, contre l'oppression spécifique des femmes et le patriarcat.

Elle combat le sexisme, le machisme, l'homophobie et toute vision normative, aliénante ou manipulatrice des rapports humains sur quelque plan que ce soit.

Elle défend un mode de développement économique et social respectueux de l'équilibre écologique.

Elle combat le racisme et le fascisme.

Elle est internationaliste et combat le chauvinisme, le nationalisme, le patriotisme et toute oppression de minorité nationale.

Elle conçoit son combat comme partie prenante de celui des travailleurs et travailleuses opprimé-e-s de tous les États du monde. Elle refuse de sacrifier les intérêts de certains aux intérêts d'autres. Elle combat pour la révolution mondiale.

Les JCR-RED sont en solidarité politique avec la IVème internationale et sa section française la LCR.

## **Article 2 :**

Sont membres des JCR-RED tous les jeunes qui ont un accord général avec son orientation et acceptent ses statuts.

Chaque militant-e est considéré-e comme membre dans la mesure où il/elle paye une cotisation mensuelle dans le cadre d'une grille nationale votée à la DN, est abonné-e au journal de l'organisation, et participe régulièrement aux activités de l'organisation. Les problèmes financiers sont étudiés au cas par cas. Les adhésions se font au niveau de la section, après un vote à la majorité dans le cas où un-e de ses membres le demande.

La Direction nationale vote l'appartenance à l'organisation de chaque nouvelle section. Un m-e militant-e, ou une section, ne peut voter lors d'un Congrès national que si son appartenance à l'organisation est au moins antérieure de deux mois à la date du congrès national.

L'adhésion de responsables ou de groupes provenant d'organisations extérieures à la Quatrième Internationale sont soumises à la ratification à la majorité des deux tiers de la Direction nationale. La DN peut décider d'un statut transitoire. Cette adhésion doit être ratifiée au congrès suivant.

Les femmes de l'organisation se réservent le droit à tout moment et dans chaque instance de se réunir entre elles.

## **Article 3 :**

Les militants sur une ville sont regroupés en section, qui peut être divisée en plusieurs cercles. L'orientation générale sur la ville est déterminée par le congrès de section.

A partir de 40 militant-e-s, une section peut se diviser en deux.

Les sections et les cercles sont les lieux de décision locale, de débat et d'action.

Chaque section élit au minimum un-e trésorier et un-e responsable à la presse.

Chaque section d'au moins 10 militant-e-s élit un bureau de section. Il doit être inclusif des minorités existantes localement. Le nombre de femmes dans le bureau de section est au moins proportionnel au pourcentage de femmes membres de la section. S'il y a au moins 40% de femmes dans la section et/ou 15 militantes dans la section, la composition du bureau de section est nécessairement au moins paritaire.

Tout-e camarade élu-e est révocable par l'instance qui l'a élu-e.

## **Article 4 :**

Les sections disposent du droit à l'expérimentation. Chaque expérience se fait dans le cadre du débat collectif et d'un bilan dans toute l'organisation.

## **Article 5 :**

Le congrès national de l'organisation est seul souverain sur toute question. Il vote notamment l'orientation nationale de l'organisation qui est la ligne de celle-ci jusqu'au congrès suivant et constitue le mandat de la Direction nationale.

## **Article 6 :**

Le congrès national se réunit tous les ans. La durée entre deux congrès ne peut excéder 18 mois. Sa préparation et sa convocation sont assurées par la Direction nationale. Celui-ci adopte à la majorité des deux tiers les modalités d'organisation du Congrès.

Les modalités de procuration sont fixées par la DN préparant

le Congrès national, à la majorité des 2/3. Les procurations doivent mentionner explicitement les votes. En cas de litige, la validation des mandats se fait à la majorité des 2/3 du Congrès national.

Une période d'au moins 2 mois doit s'écouler entre la convocation du Congrès national et la tenue de celui-ci.

La Direction nationale et le Bureau national sont dissous à l'entrée du Congrès national. Un bureau de congrès et une commission des mandats sont élus sur une base paritaire entre les tendances existantes. La commission des mandats vérifie la conformité du déroulement de chaque congrès local avec les modalités d'organisation adoptées par la DN.

## **Article 7 :**

Le droit de tendance et de fraction sont reconnus, c'est-à-dire le droit de regroupement sur la base de texte. Tout-e militant-e peut appeler à constituer une tendance.

Les différentes positions en présence sont représentées à la proportionnelle dans les Congrès nationaux. Elles disposent d'un budget identique lors de la préparation du Congrès national.

Normalement, les tendances se dissolvent au sortir du Congrès national. En cas de non-dissolution, une tendance explicite par écrit sa démarche.

## **Article 8 :**

Si au moins un tiers des membres de la DN le demande, un référendum en vue d'organiser un Congrès national extraordinaire se tient. Ce Congrès se tient si la proposition obtient au moins 1/3 des votes des membres de l'organisation à jour de cotisation. Si au moins 1/3 des militant-e-s de l'organisation le demande, un congrès extraordinaire est organisé.

## **Article 9 :**

La Direction nationale est la direction de l'organisation entre 2 Congrès nationaux.

Elle est composée de la manière suivante :

a- Lors des congrès locaux préparatoires au congrès national, les militant-e-s de chaque section désignent par le vote en leur sein des titulaires et suppléant-e-s à la Direction nationale sur la base de :

- 1 titulaire et un-e- suppléant-e par plateforme regroupant 5 à 14 votant-e-s

- 2 titulaires et 2 suppléant-e-s par plateforme regroupant 15 à 24 votant-e-s

- 3 titulaires et 3 suppléant-e-s par plateforme regroupant 25 à 34 votant-e-s...

Dans tous les cas, chaque suppléant-e correspond à un-e titulaire précis-e et doit avoir voté pour la même plateforme lors d'un congrès local.

b- Afin de permettre que différents critères (féminisation, rajeunissement, représentation des secteurs) soient pris en compte dans la composition de la Direction nationale, une commission direction est constituée, sur une base paritaire entre les tendances déclarées, avant la tenue des congrès locaux afin de recenser les candidatures possibles à la Direction nationale. Sur la base de critères définis par la motion d'organisation du Congrès adoptée par la DN à l'ouverture du débat de congrès, elle formule les recommandations aux sections.

c- Afin d'assurer une représentation proportionnelle exacte de chaque tendance sur la base des votes obtenus sur les plateformes contradictoires lors du Congrès national, et d'élire une partie du Bureau National, un correctif (titulaires et suppléant-e-s) est déterminé pour chaque tendance.

Chaque tendance est maître de la composition de son correctif.

Les membres de la DN désigné-e-s par les sections ou sur la base de ce correctif ont le même statut, les mêmes droits et les mêmes devoirs.

d- La commission direction est réélue à l'entrée du Congrès National sur une base paritaire :

- elle vérifie la conformité statutaire de la procédure de désignation à la direction des membres de la DN par les sections

- elle détermine le chiffre du (ou des) correctif(s) après débat avec les tendances et en informe le congrès qui tranche en cas de litige aux 2/3.

- elle constate la proposition de composition de la Direction Nationale résultant de l'addition des membres de la DN désignés par les sections et ceux/celles désigné-e-s sur la base du correctif, qu'elle présente au congrès.

- elle peut proposer qu'une section de moins de 5 militant-e-s puisse avoir, en accord avec celle-ci, un-e titulaire et un-e suppléant-e.

e- Le congrès national ratifie la composition de la Direction Nationale.

## **Article 10 :**

Au sein de l'organisation, aucun-e membre élu-e ne peut être tenu-e par un mandat impératif.

## **Article 11 :**

La Direction Nationale se réunit au moins 5 fois par an.

Elle est convoquée par le Bureau National ou à la demande d'un tiers des membres de la DN. Les membres de la DN sont tenus de rendre compte de l'activité de leur section, de ses débats et de porter à la connaissance de la DN les éventuels textes locaux minoritaires.

Le Bureau National est tenu de faire parvenir aux sections une proposition d'ordre du jour et de résolution d'activité au moins une semaine avant chaque DN.

Le compte-rendu des DN est envoyé à chaque section et comprend l'ensemble des votes et des textes majoritaires ou minoritaires soumis ou non au vote.

Chaque suppléant-e doit participer de plein droit à au moins une DN à la place du/de la titulaire, sur décision de la section. Dans le cas contraire, la section doit motiver politiquement, devant le congrès national, la non-participation du/de la suppléant-e à la Direction Nationale.

Lorsqu'une section comprend 40% de femmes et/ou au moins 20 femmes, sa représentation à la DN est obligatoirement paritaire (nombre égal ou supérieur à la moitié du nombre total titulaires et suppléant-e-s). S'il y a 20% de femmes au moins, une section de 15 à 24 doit comprendre au moins une femme dans sa représentation (ensemble titulaires et suppléants), une section de 25 à 34 au moins deux, une section de 35 à 44 au moins trois, ...

L'ordre du jour de la DN doit être aménagé afin que puisse se

tenir une AG non-mixte des femmes de la DN, sur convocation et préparation par le secrétariat femmes ou à la demande des femmes de la DN.

Chaque DN débute par un bilan d'activité comprenant un tour des sections.

### Article 12 :

Entre deux congrès nationaux, la Direction nationale coopte de nouveaux titulaires et suppléants :

- pour suppléer aux départs et maintenir une représentation des sections concernées
- pour représenter de nouvelles sections.

Les membres cooptés ne peuvent l'être qu'avec l'approbation de leur section et ont un droit de vote indicatif à la DN.

Si elle le demande, une nouvelle section d'au moins dix militant-e-s peut élire un titulaire et un suppléant, dans le cadre d'un congrès local, organisé en lien avec le BN.

Ceux-ci sont alors membres de plein droit de la DN.

### Article 13 :

La DN vote à la majorité des deux tiers, dans le cadre d'une résolution écrite, le choix des campagnes nationales de l'organisation et leur conception générale, ainsi que le choix d'investissement entre organisations de masse ou dans une nouvelle organisation de masse.

### Article 14 :

La Direction nationale élit en son sein le Bureau national parmi les titulaires et les suppléants. Une partie des membres de la Direction nationale issus des sections Paris-RP peut être élue au BN, les autres membres du BN sont élus sur la base du correctif.

Les membres du BN suppléants à la Direction nationale sont tenus d'assister à la DN, ont le droit de parole, de proposition et le droit de vote consultatif.

La composition du BN reflète la proportion des votes obtenus par chaque tendance au congrès national, si celles-ci le souhaitent. Le BN comprend au moins la proportion de femmes égale à celle existant sur l'ensemble des sections Paris et région parisienne. S'il y a au moins 25 femmes, le BN est paritaire hommes-femmes.

Le BN est l'exécutif, il met en oeuvre l'activité de l'organisation adoptée par la DN et est responsable devant elle. Il peut être réélu à tout moment par la DN.

La DN élit les commissions et secrétariats de secteurs. La commission ou le secrétariat femmes est non-mixte. Le BN est responsable des échanges réguliers avec cette commission.

### Article 15 :

La Direction nationale élit deux trésoriers nationaux de l'organisation, issus des deux tendances principales exprimées au Congrès national si elles existent. La signature est conjointe. A chaque DN, un rapport financier est présenté.

### Article 16 :

La presse nationale de l'organisation est sous le contrôle de la DN et du BN. Le comité de rédaction est paritaire entre les tendances. Les tendances ou fractions ont un droit d'expression dans le journal, les modalités en sont définies par la DN. Un bulletin intérieur est sorti de manière régulière dans l'orga-

nisation. Tout militant, toute instance, toute tendance, toute fraction, peut y écrire librement.

### Article 17 :

En cas de litige, d'interprétation ou de vide statutaire, la DN tranche de manière transitoire jusqu'au Congrès national suivant.

### Article 18 :

Des militants peuvent être désignés pour travailler comme permanents pour l'organisation pour une durée limitée à trois ans de mandats. Ils sont élus par la DN et responsables devant elle ainsi que devant le BN, dont ils sont nécessairement membres.

Leur salaire est fixé par la DN, après avis des trésoriers, il ne doit pas dépasser le salaire moyen d'un ouvrier. Ils sont révoqués par la DN. Le permanent révoqué, s'il le demande continue à être payé durant un mois ou plus sur appréciation de la DN.

### Article 19 :

L'exclusion d'un militant est prononcée en présence de celui-ci, après débat contradictoire et sur la base exclusive d'une contradiction flagrante avec les principes énoncés dans l'article 1 des présents statuts.

L'exclusion est votée par la section à la majorité des 2/3, après avoir été portée à la connaissance de la direction de l'organisation.

Tout militant exclu est fondé à faire appel de la décision devant la Direction nationale ou devant le Congrès national. Celui-ci tranche en dernière instance.

La Direction nationale peut procéder à la dissolution d'une section ou à l'exclusion de certains de ses membres à la majorité des 2/3, - chaque exclusion étant individuelle - ceci sur la base exclusive d'une contradiction flagrante avec les principes énoncés dans l'article 1 des présents statuts. Chaque militant exclu peut faire appel de son exclusion et de la dissolution devant le Congrès national.

Dans tous les cas, l'appel est non suspensif de la décision prise.

### Article 20 :

Toute modification des statuts se fait à la majorité des 2/3 du Congrès national.

### Article 21 :

Les militant-e-s des JCR-RED ne peuvent appartenir simultanément à d'autre organisation que la LCR, Section française de la Quatrième internationale.

Le 2 novembre 1994

# 4ème congrès national

## Bilan

Lors du dernier congrès, notre organisation comptait environ XXX votants. Après le congrès nous faisons des estimations à XXX votants. Lors de la dernière direction nationale nous avons recensé près de XXX militants. La tendance à la baisse des effectifs a été nettement inversée, notre organisation s'est largement renouvelée ce qui est positif. Il nous faut tirer un bilan de ce que nous avons fait depuis le dernier congrès pour pouvoir avancer.

### I. Bilan du matériel

Tant au niveau de la quantité que de la qualité, le matériel que nous avons sorti s'est amélioré depuis un an.

Tracts sur l'actualité, affiches de campagnes, brochures, quatre pages, journaux, sont sortis régulièrement et souvent. Pour chaque échéance nous avons disposé d'autocollants en grand nombre (Millau, manifs Mumia, Palestine, femmes, écologie, Nice...).

Nous avons réussi à diversifier les thèmes abordés par le matériel :

Précarité avec une brochure, une affiche et des autocollants

Des thèmes internationalistes à travers des dossiers du journal (Algérie, Palestine, RED spécial Millau, articles sur les marches mondiales des femmes...), les nombreux tracts, l'affiche et les autocollants Palestine...

La lutte contre la mondialisation et le capitalisme à travers tout le matériel sorti pour les échéances de Millau et Nice

Affiche sur les « affaires »

Les thèmes que nous abordons plus traditionnellement n'ont pas pour autant été abandonnés :

La campagne femmes a donné lieu à la sortie d'une nouvelle brochure, d'autocollants et d'affiche qui ont été utilisés tout au long de l'année.

Les quatre pages sur l'école ont été largement diffusés et la brochure éducation ne saurait tarder.

Les domaines de l'antiracisme et de l'anti-fascisme ont été les plus délaissés bien qu'une affiche ait été sortie. Ceci est en lien avec la division du FN et sa quasi-disparition de la scène publique nationale d'un côté et la baisse de la lutte des Sans-Papiers de l'autre.

Le matériel « collait » souvent à l'actualité et nous a permis d'y répondre.

Très peu de désaccords sont apparus lors des discussions de matériel que se soit en direction nationale (DN) ou au bureau national (BN).

### II. Bilan de l'activité

Les JCR ont été présents à toutes les grandes initiatives nationales et avec une apparition souvent réussie.

La campagne femme et les marches mondiales

A la manifestation des marches mondiales à Paris le 17 juin, nous avons un cortège dynamique et nombreux. Lors de la manifestation de Bruxelles à la rentrée, la mobilisation de l'organisation était tout à fait correcte et le cortège (dont nous assurions en partie l'animation) satisfaisant. D'autant plus que dans beaucoup de section, la préparation de la manif avait été difficile et n'avait que dans peu d'endroit donné lieu à la naissance de collectifs unitaires capables d'organiser des cars et qu'elle se situait très tôt dans l'année universitaire.

Au niveau national, un collectif unitaire s'est remis en place (avec des hauts et des bas) dans lequel nous intervenons et qui a permis notamment la sortie d'une affiche pour la manif de janvier 2000.

#### **Les manifestations pour la libération de Mumi Abu Jamal**

A Paris, la mobilisation de la section pour les manifs est importante. Les autocollants nous permettent d'apparaître largement. Cependant, seuls deux camarades assurent notre présence aux rassemblements hebdomadaires.

#### **Millau**

Toute l'organisation s'est mobilisée pour cette échéance. Il y a avait cependant un réel décalage, notamment au niveau de la prise en charge de l'apparition de l'organisation entre Paris et la Province. Le nombre de sympathisants que nous avons emmenés avec nous et le nombre de contacts réalisés sur place témoignent de la réussite de notre présence là-bas. Il est dommage que nous n'ayons pas pu finalement organiser de meeting avec Alain.

#### **Nice**

L'organisation de 3 cars unitaires au départ de Paris (avec SPEB, Attac et Gauche) est une réussite. Notre apparition à Nice aussi bien le premier que le deuxième jour ont été largement visibles et nous sommes apparus comme l'organisation de jeunesse radicale la plus capable au niveau de l'organisation et une des plus dynamique. Les contacts pris dans les collectifs unitaires ou directement par les JCR sur cette initiative sont nombreux.

## **La campagne précarité**

C'est celle que nous avons eue le plus de mal à mener. Le matériel est malgré tout sorti, et c'est un axe que nous avons pu en partie développer dans notre matériel pour Nice. Cependant, une réflexion a pu être entamée dans les JCR, ce qui est déjà une bonne chose.

## **La campagne écologie**

Les événements dans ce domaine (marée noire, vache folle, Tchenoblaye, pollution au styrène...) ont souvent mis ce thème en première ligne de l'actualité. Le calendrier prévu pour notre campagne a été chamboulé. Le matériel est malgré tout sorti et était en phase avec les événements. Nous avons pu également développer cette thématique à Millau (article dans le journal, autocollants...)

## **Palestine**

La sortie de l'affiche a été plébiscitée par toutes les sections (y compris des sections de la LCR). Les autocollants se sont arrachés. Nous avons essayé de mettre en place un cadre unitaire jeune. Malheureusement peu d'organisations sont venues. Ce cadre a permis la sortie de la pétition signée par nous et SPEB qui est un très bon matériel d'accroche.

Le cortège LCR-JCR à la manifestation parisienne du 29 novembre était le plus important.

## **Jeunes travailleurs**

Un certain nombre de sections ont diversifié leurs domaines d'intervention : CFA, jeunes travailleurs, précaires... Un matériel spécifique est élaboré en direction de ces jeunes. Malheureusement, il est peu diffusé dans l'ensemble de l'organisation.

## **Unification syndicale**

Nous avons réussi à unifier notre position pour la réunification et à prendre notre place dans le processus. Nous y avons un réel poids notamment via l'UNEF et la question de 1 homme 1 voix 1 mandat. Ce travail réunit toute l'organisation et a relancé une dynamique interne dans ce secteur d'intervention qui s'essouffait. Le stage étudiants/lycéens auquel étaient associés des jeunes de la LCR a été un réel succès et a permis d'avoir des discussions approfondies notamment dans la perspective de la réunification.

Travail de masse : globalement le travail de masse est en recul dans notre organisation. Ras l'front connaît de réelles difficultés et notre investissement y est devenu faible. Nous commençons à intervenir dans des collectifs ATTAC mais cela reste pour le moment très désordonné. Il y a un léger réinvestissement dans le syndicalisme lié au processus de réunification.

## **III. Bilan du fonctionnement**

La DN a plutôt bien fonctionné. Les désaccords ont été peu nombreux ; les formations mises en place à chaque fois sont extrêmement positives. Un certain nombre de villes ont pris en charge une partie de la conception du matériel sur la campagne femme ce qui est très positif.

Les secrétariats, dont les membres élus par la DN étaient issus de Paris et de sections de province, ont rencontré de grandes difficultés pour se réunir et fonctionner. Ils devaient se réunir lors des DN. Cependant beaucoup de camarades qui y avaient été élus ne venaient pas et se réunissaient en fait les personnes présentes qui s'intéressaient à la question. Il n'y a donc aucune continuité assurée entre deux DN, pas d'élaboration ni de préparation du matériel, le suivi des activités n'est pas assuré.

Seul le secrétariat étudiant, important vu l'actualité syndicale, a réussi à avoir une activité réelle. Il s'est structuré autour de deux membres du BN associant des parisiens impliqués dans le travail syndical.

La préparation de Nice a été entièrement prise en charge par le BN, les liens avec les autres organisations de jeunesse de la quatrième internationale n'ont pas du tout été gérés par le secrétariat ; l'activité Palestine a été un travail individuel et pas du tout celui d'une équipe.

Le secrétariat antiraciste/antifasciste n'a absolument pas fonctionné. Le secrétariat femmes avait bien démarré mais la suite n'a pas été à la hauteur des espérances.

Le travail que les secrétariats devaient (propositions de matériel, élaboration, réflexion...) n'a pas été fait. Cela a représenté autant de charge de travail à assumer par le BN.

Le BN ne s'est pas réuni assez régulièrement. Cela a donné lieu à une déconnexion entre les permanents et les autres camarades. Les tâches à assumer reposaient sur un petit nombre de personnes qui ne pouvaient toutes les assumer. Ceci a entraîné du retard dans la sortie de matériel. Le suivi des collectifs unitaires (femmes et Palestine notamment) a été pris en charge par des camarades extérieurs au BN. Malgré tout, le bilan du travail fait par les permanents est extrêmement positif : meilleur suivi des contacts, maquettage et sortie du matériel, liens avec la LCR...

Globalement les désaccords ont été faibles sur la sortie du matériel.

Le groupe de travail ne s'est réuni que deux fois, à chaque fois incomplet. Des textes ont été écrits mais qui n'ont pas été diffusés et qui n'ont pas donné lieu à des discussions plus largement dans l'organisation. Le rôle qu'il devait avoir dans la perspective de la préparation de ce congrès n'a absolument pas été assumé (réflexion sur le manifeste, sur le changement de nom, sur l'organisation...).

Le fonctionnement actuel n'est pas du tout satisfaisant du point de vue de son rythme et de son efficacité. Cependant, vu l'état actuel de l'organisation (grande faiblesse de l'une des tendances du dernier congrès sur Paris) seul ce type de fonctionnement est possible. Il faut donc chercher à améliorer son efficacité.

## **IV. Les liens avec la LCR**

Suite au dernier congrès la LCR nous avait promis une aide politique : tournée de meetings avec Alain, meetings communs LCR JCR y compris dans les villes où les JCR ne sont pas présents, élaboration commune d'un plan de construction de l'organisation...

Au début, la commission de contact entre le bureau politique de la LCR et le BN s'est réunie régulièrement et à travaillé concrètement à la construction de l'organisation. Ces derniers temps, seule la moitié des membres pour la LCR était présente.

La tournée de meeting n'a jamais eu lieu, dans les villes où la LCR est présente mais pas les JCR il ne s'est quasiment rien passé.

Le stage syndical a été une des rares occasions d'un rapprochement entre les jeunes de la LCR et les JCR.

Localement des initiatives ont été prises, et là où les JCR existent la collaboration est généralement assez bonne (diffusions de tracts sur les lycées, meetings co-organisés...).

Pour ce qui est de l'organisation d'initiative comme Millau ou Nice, l'aide de la LCR a été très faible.

En bref, on ne peut pas dire que la ligue se préoccupe concrètement de son organisation de jeunesse et soit volontariste sur sa construction. Néanmoins, si on est loin des engagements pris au moment de notre dernier congrès, les liens se sont resserrés entre la LCR et les JCR.

Sur l'intégration des jeunes issus de Voix des Travailleurs aux JCR, l'objectif est loin d'avoir été rempli. A Bordeaux, les discussions qui avaient commencé à produire leurs fruits de la foulée du congrès de la Ligue font du « sur place ». A Nancy, une minorité de jeunes issus de VdT, qui avaient intégré les JCR, les ont entièrement quittés. Les principaux points de débat sont la question du travail de masse (en particulier du syndicalisme étudiant) et l'importance de l'apparition politique propre (sur les rythmes, l'équilibre vis à vis du travail de masse). Par contre, à Rouen et dans les villes où il n'y avait pas de groupe jeunes en tant que tel (Paris, Aix-Marseille), l'intégration s'est bien passée et les camarades issus de VdT sont aujourd'hui parfaitement intégrés aux JCR.

Conclusion : depuis le dernier congrès, notre organisation s'est montrée dynamique tant en terme de sortie de matériel que de renouvellement des militants. Nous avons diversifié nos thèmes et nos lieux d'intervention. Nous avons réussi des apparitions importantes à Nice et à Millau. Nous prenons notre place dans le processus de réunification... C'est dans cette direction qu'il nous faut continuer

# **TEXTE D'ORIENTATION**

## **1. La mondialisation capitaliste n'est plus contestée**

### **A. En France, en Europe, dans le monde, la remobilisation sociale enclenchée en 1995 se poursuit: une situation riche de potentialités**

La dernière période est particulièrement paradoxale, mais riche de potentialités : la mondialisation capitaliste qui continue d'exacerber les inégalités, se voit de plus en plus contestée, et avec elle l'hégémonie de la pensée unique libérale à l'œuvre depuis l'effondrement de l'URSS ; le contexte nouveau de croissance soulève un regain et de nouvelles exigences dans les luttes sociales et salariales, alors que les attaques patronales se font de plus en plus virulentes.

#### **La mondialisation capitaliste, la construction européenne**

La mondialisation capitaliste, c'est-à-dire l'organisation et la globalisation de la logique libérale au niveau planétaire, s'accélère à tous les niveaux (production, échange, finances) au détriment de l'immense majorité des populations des pays du Sud et de celle des pays du Nord. Cette dynamique de mondialisation détermine des évolutions régressives des rapports sociaux. La mise en concurrence accentuée au niveau international des entreprises et la pression exercée par les institutions financières obligent les multinationales à une course effrénée à la rentabilité. L'ouverture d'un grand marché sans entrave pour le Nord, et le fait que les pays du Sud soient saignés par le diktat économique et politique des pays du Nord, basé sur le chantage de la dette, sont pour elles des atouts, tandis que les acquis sociaux apparaissent comme les verrous à faire sauter.

Sans faire exception à la règle, les bourgeoisies européennes ont fait de la construction libérale de l'Europe le moyen de rivaliser au niveau mondial : d'une part en unifiant les capitaux (fusions, libre-échange) et d'autre part, en instaurant des structures inter-étatiques antidémocratiques lui permettant de s'attaquer systématiquement aux acquis sociaux et aux services publics.

La course au profit, pour de nouveaux marchés et le contrôle des ressources de matières premières augmentent les rivalités impérialistes sur le globe. Les grandes puissances américaines et européennes sont amenées à multiplier les opérations militaires pour assurer l'exploitation des régions les plus instables. Depuis la guerre du Golfe en 1991, aux bombardements de l'OTAN au Kosovo en 1999, un nouvel ordre mondial est imposé aux peuples du monde entier. Cette situation pose des responsabilités nouvelles pour les révolutionnaires (qui sont la force politique organisée) à s'opposer clairement à l'impérialisme.

#### **Offensive patronale et recrudescence des luttes**

La situation actuelle est marquée par le retour de la croissance. Cela modifie la donne : la crise commencée dans les années 1970



avait affaibli le mouvement social et son niveau de revendications et permis de nombreuses remises en cause d'acquis sociaux par le patronat, au nom de la lutte contre le chômage et de l'assainissement des finances publiques (multiplication des types de contrat précaire, privatisations, licenciements...).

Le résultat est contradictoire ; le patronat passe à l'offensive (fonds de pension, remise en cause des retraites, généralisation des CDD de 5 ans, Pare,...) pour préserver absolument le rapport de forces à son avantage. Il est habilement aidé par le gouvernement qui traite les problèmes par des solutions dévoyées : contre le chômage, on précarise; on ne hausse pas les salaires, on encourage l'épargne salariale; ... Mais l'embellie économique et la baisse du chômage sont aussi un fortifiant pour les exigences du mouvement social notamment quant à la redistribution des fruits de la croissance : les grèves sectorielles se sont multipliées (le nombre de journées de grèves double sur deux ans : infirmières, éducateurs, RATP, cheminots, pompiers, médecins et dans les entreprises privées) et prennent quelques fois des formes particulièrement violentes (Cellatex, Adelschoffen, grèves de la faim,...) ; la mobilisation sur les retraites indique que cette question représente un acquis important pour les salariés et que les attaques seront difficiles à mener sur ce plan; les directions syndicales traînant les pieds ont été poussées dans la rue et forcées de s'unir un tant soit peu par leur base; on a vu naître des luttes de précaires, dans la restauration rapide notamment. sans pour autant être débordées par sur leur gauche et sur des mots d'ordres plus qu'ambiguës comme « réouverture des négociations avec le patronat ».

### **Les luttes se construisent à l'échelle internationale**

Les mobilisations de dimension internationale ont fortement marqué l'actualité politique des dernières années et indiquent l'émergence d'un nouvel internationalisme. Les campagnes de solidarité internationale ont eu un écho important, en particulier autour de la situation en ex-Yougoslavie et autour de la situation israëlo-palestinienne, au moment de la seconde Intifada. L'élection d'Ariel Sharon à la tête de l'Etat israëlien fait que cette question reste brûlante. De nombreuses échéances ont été fixées à l'échelle internationale : une bonne illustration de ce type d'échéances réside dans le succès qu'ont rencontré les marches mondiales pour les droits des femmes. Les échéances les plus marquantes sont cependant celles qui ont eu lieu autour de la thématique de la lutte contre la mondialisation capitaliste : depuis le succès de la mobilisation de Seattle contre le sommet de l'OMC en novembre 1999, les manifestations d'opposition aux instances décisionnelles économiques ou politiques de dimension internationale se sont multipliées et ont connu un accroissement considérable de leur audience. Ces mobilisations trouvent un écho important en France et en Europe, comme l'ont prouvé les échéances de Millau, de Prague, de Nice ou de Davos. Au Forum économique mondial de Davos en janvier dernier, ne s'est pas seulement opposé un contre-sommet de manifestations mais un Forum social mondial des ONG et des organisations politiques, syndicales, associatives,... à Porto Alegre. Le discours la pensée unique n'apparaît plus comme incontestable et les luttes contre la mondialisation capitaliste contribuent de façon considérable à la redynamisation de la contestation sociale. Il est à noter que la lutte anti-mondialisation n'est pas l'apanage des pays du Nord et que la résistance s'organise aussi dans les pays du Sud sous des formes multiples, innovantes et efficaces.

## **B. Dans la jeunesse, un renouvellement des luttes**

Le problème de 1995, la construction d'un outil politique qui défende les intérêts des salariés et des jeunes est toujours posé. Aucune défaite majeure depuis n'a été subie qui aurait entraîné une nouvelle démoralisation. Bien au contraire, les luttes partielles se sont multipliées y compris dans le privé. Ce sont des couches nouvelles de plusieurs centaines de milliers de salariés de jeunes qui ont participé à des luttes. De plus, celles-ci bénéficient d'une popularité croissante

Les mouvements lycéens de 1998 et 1999 ont permis à de nouvelles générations de connaître, de vivre des mobilisations, ce qui se retrouve aujourd'hui dans une certaine mesure sur les facs et dans le monde du travail. Malheureusement, on constate aujourd'hui une certaine apathie aussi bien sur les lycées que sur les facs, due essentiellement à la stratégie gouvernementale (Lang adopte une attitude moins frontale qu'Allegre), au peu de victoires concrètes de ces mouvements et à la participation au gouvernement des différents courants dirigeant les syndicats. Cependant, des mouvements locaux et sectoriels voient aujourd'hui le jour notamment à partir de la question des moyens (Capes, éducateurs, grèves dans certaines facs de lettres et sciences humaines,...).

En revanche, les mobilisations anti-mondialisation ont eu un écho considérable dans la population entière et notamment dans la jeunesse scolarisée, avec des dizaines de milliers de jeunes présents à Millau. Le consensus général sur les excès du tout-libéralisme (après les crises en Asie, en Russie, sur les nouvelles technologies...) a permis des mobilisations très importantes ; des désaccords sur le fond existent entre les différentes composantes de ces luttes qui restent floues en terme de revendications, ce qui peut à terme peser sur les mobilisations. De plus, elles touchent principalement le milieu étudiant et leur fonctionnement (manifestations séparées par de longues périodes, prix élevé pour participer aux échéances...) ne permet pas (en tout cas jusqu'ici) l'organisation durable des jeunes et l'obtention de résultats en terme revendicatifs.

Chez les travailleurs, des mobilisations sont apparues, dans le contexte de la croissance, des négociations sur les 35h, des revendications salariales. Les jeunes y jouent un rôle non négligeable, renforçant les équipes syndicales après le trou générationnel des 30-40 ans. Ce contexte de reprise de mobilisation est illustré par le développement nouveau des luttes des jeunes travailleurs précaires de chez McDo ou Pizza Hut, qui se mobilisent malgré des conditions de travail et d'organisation parmi les plus dures.

La solidarité internationale reste un axe politique important (Kosovo, Palestine, Mumia). Même si les mobilisations en soutien aux peuples kosovar et palestinien ont rarement été massives, elles ont pourtant permis de relancer la pratique d'un certain internationalisme. Cependant, dans la jeunesse comme ailleurs notre intervention sur ces questions ne dépasse que rarement les

franges militantes de gauche et d'extrême gauche.

Les questions féministes n'ont pas conduit à d'énormes mobilisations (exemple : participation modeste des jeunes aux échéances des marches mondiales), mais elles ont reçu un écho plutôt favorable, et on constate une certaine redynamisation des réseaux féministes.

Enfin, la Lesbian and Gay Pride rassemble chaque année des dizaines de milliers de jeunes ; les associations sur le terrain de la lutte contre l'homophobie prennent de l'ampleur et c'est un phénomène à ne pas négliger compte tenu de la légitimité des revendications. Par ailleurs, c'est un vecteur de radicalisation et de politisation important.

Les affrontements entre jeunes à la Défense comme les chiffres officiels sur la délinquance servent aujourd'hui à justifier le durcissement de la politique répressive en France. Le modèle américain de la tolérance zéro est partout montré en exemple et jusque dans les établissements scolaires. Ce retour de l'ordre policier est subit par tous les jeunes (considérés a priori comme délinquants), que par les mouvements sociaux. Le renforcement des effectifs s'accompagne d'un durcissement des méthodes employées. Nous devons dans la jeunesse faire passer l'idée que l'on peut combattre politiquement aussi bien le contrôle au faciès que les violences et bavures policières.

Les mobilisations auxquelles nous assistons depuis quelques temps possèdent certaines caractéristiques communes : tout d'abord, elles se sont développées là où les diverses bureaucraties sont les moins fortes (lycées, thème d'intervention comme la mondialisation). Ensuite, elles rencontrent toujours un écho favorable dans l'ensemble de la population, dans la lignée du " Tous ensemble " de 95. Il se dégage de plus assez régulièrement une volonté d'unifier les luttes, même si la perspective dans lesquelles elles doivent s'unifier reste à montrer.

## C. Le contexte politique français

Depuis trois ans la gauche plurielle est au pouvoir. Sur le fond de sa politique, on peut constater qu'il n'y a pas eu de rupture fondamentale avec la droite : dans le cadre d'une gestion libérale, les mesures prises sont favorables aux intérêts du patronat et des plus riches. Dans un certain nombre de domaines, on peut même dire qu'elle approfondit la politique de modernisation capitaliste dont a besoin la bourgeoisie pour s'intégrer dans la mondialisation (développement de la précarité, privatisations, politique répressive contre les étrangers, orientations budgétaires d'austérité, cadeaux au patronat...). La croissance économique a permis aux entreprises de multiplier leurs profits et au gouvernement de la gauche plurielle de profiter de la baisse des chiffres du chômage (en échange d'une augmentation de la précarité) pour mettre en place sa politique.

Par ailleurs, la question des retraites va être primordiale dans la période à venir, car elle représente le point sensible de l'entreprise de démantèlement des acquis sociaux, comme l'ont illustré le mouvement de 95 et la dernière manifestation pour la retraite à 60 ans. De ce point de vue, on peut penser que Jospin n'engagera pas l'épreuve de force avant les prochaines échéances électorales. Le gouvernement de la gauche plurielle renforce de façon unanime sa politique répressive. Un climat de paranoïa est créé avec une surmédiation du problème de l'insécurité. Le recrutement de flics est la principale réponse aux problèmes sociaux et permet de désigner des boucs-émissaires (jeunes, immigrés...).

En dépit des liens qu'il conserve avec le mouvement ouvrier, les affaires comme l'existence de nombreux clubs de réflexion mêlant dirigeant socialistes et certains cercles patronaux démontre l'importance croissante des liens entre la direction du PS et des franges de la bourgeoisie. Le PS occupe une place hégémonique dans la gauche plurielle, qui se traduit dans la jeunesse par la position du courant social-démocrate dans les syndicats. Le MJS n'a quant à lui qu'une très faible réalité militante et se cantonne à la popularisation des mesures gouvernementales. Il faut souligner un positionnement plus à gauche des jeunes qui se revendiquent du PS (cf. place de la GS ou positions du MJS sur le PARE, les Sans-Papiers), ce qui ne les empêche pas pour autant de cautionner le gouvernement.

Le PC continue sa longue descente aux enfers : crise de l'appareil, faiblesse des scores électoraux, pertes de militants... Certains sondages annoncent A. Laguiller devant R. Hue aux élections présidentielles. Dans la jeunesse, la crise que connaît ce courant est accentuée : l'acceptation de la politique gouvernementale (35h, emplois-jeunes, Sans-Papiers) et l'attitude de blocage des directions syndicales inféodées à ce parti amènent un certain nombre de jeunes (dans l'UNEF, la JC et l'UEC) à se tourner vers nous.

Les Verts essaient de jouer l'équilibre entre la participation gouvernementale et une image plus " radicale ". Leur participation au gouvernement, leur attitude au moment de la marée noire et leur incapacité à proposer la mise en œuvre concrète des propositions sur la base desquelles leur audience s'est accrue (nucléaire, drogues,...) risquent de leur faire perdre l'image " radicale " dont ils bénéficient. Même si l'audience électorale de ce parti s'est accrue, elle ne s'est pas transcrite en terme de recrutement massif, notamment dans la jeunesse. La rupture des liens entre Chiche et les Verts les prive même de toute implantation un tant soi peu significative chez les jeunes.

La faible implantation militante des organisations de la gauche plurielle dans la jeunesse nous permet, à bien des égards, de faire jeu égal avec celles-ci (mouvements lycéens et étudiants, unification syndicale, campagnes unitaires...). A l'extrême-gauche, Socialisme par en bas a parfois réussi à occuper un terrain qui est aussi le nôtre. Ils ont réuni autour d'eux un réseau non négligeable de jeunes réceptifs, en particulier sur les questions de mondialisation. Depuis décembre dernier SPEB n'apparaît plus en tant qu'organisation, les militants s'organisent en fraction politique au sein d'ATTAC et diffusent un journal qui se présente comme l'outil de refondation du mouvement anticapitaliste. Les militants de SPEB sont accusés d'entrisme au sein d'ATTAC et souvent marginalisés. Leur pratiques restent très sectaires et surtout le processus de décision repose sur un nombre restreint de personnes si bien qu'il est peu probable que l'implantation de cette organisation dans la jeunesse radicalisée soit durable. La CNT a conservé une implantation dans la jeunesse mais sans connaître de réelle dynamique. Cette organisation a réussi une apparition propre centrale avec la semaine « Un Autre Futur » en mai 2000. Mais sa réticence à la participation aux cadres uni-

taires limite leur influence et les possibilités de travail commun. Malgré les difficultés à travailler correctement avec les organisations d'extrême gauche, il est nécessaire de continuer à s'adresser à elles

La droite ne s'est toujours pas remise de la dissolution de l'assemblée en 97. Elle reste divisée et touchée de plein fouet par les affaires. Aujourd'hui c'est le MEDEF qui occupe l'espace politique laissé vide par la droite, sur une orientation ultralibérale (la "refondation sociale"). C'est lui qui mène l'offensive avec le PARE et ses propositions sur les retraites.

L'extrême droite est en crise suite à sa division. Cependant il n'est pas exclu qu'elle revienne sur le devant de la scène avec des scores non négligeables aux municipales ou le développement de passerelles avec la droite traditionnelle. Dans la jeunesse, les groupuscules d'extrême droite (GUD, AF...) connaissent un regain d'activité (actions violentes contre les militants et les locaux des organisations de gauche, dépôt de listes aux élections universitaires...).

Tout l'édifice institutionnel et politique qui constitue la Vème République est aujourd'hui fragilisé : affaiblissement de la fonction présidentielle, fort taux d'abstention sur le quinquennat, mise à jour des réseaux maffieux de la Françafrique et autres scandales politico-financiers contribuent au discrédit et au désintérêt par rapport aux institutions. Cette crise politique doit être l'occasion pour nous de montrer le caractère antidémocratique d'institutions – cautionnées tant par la droite que le PS et, dans une moindre mesure, le PCF – qui soutiennent les dictatures en Afrique, encouragent la corruption des hommes politiques par les grands groupes privés...

Vient s'ajouter le poids de plus en plus important pris par les organismes supra-nationaux (au niveau européen et mondial) qui limite aux yeux de la population les possibilités de décision au niveau national.

Le fait que tous les partis de la gauche traditionnelle soient liés au gouvernement, le discrédit des institutions politiques traditionnelles, le renouveau des mobilisations, tous ces éléments ouvrent un espace politique à gauche que les révolutionnaires occupent nationalement par des propositions radicales. Les scores de la LCR et de LO aux élections, le nombre de listes qui se montent pour les municipales, l'importance de luttes radicales contre la mondialisation en témoignent. La place que nous occupons dans les luttes est très importante comparée à notre importance numérique. Nous sommes parmi les seuls à apparaître à la fois sur le plan de la politique institutionnelle avec un discours radical (via la présence de notre courant aux élections) et sur celui des luttes. Les JCR-RED doivent pleinement s'intégrer dans la dynamique que connaît aujourd'hui la LCR.

Les élections municipales, avec les résultats de l'extrême-gauche (LCR, LO, PT) ont confirmé et amplifié l'espace politique grandissant de l'extrême-gauche qui se développe en France depuis les grèves de décembre 95, les résultats d'A. Laguiller aux présidentielles, LO-LCR aux européennes, les mobilisations sur les retraites... Cette nouvelle vague de radicalisation doit se cristalliser en terme politique par la constitution d'un large pôle de lutte anticapitaliste pour la défense des intérêts du monde du travail et de la jeunesse.

## **2. Pour répondre à ces enjeux, construire les JCR-RED**

### **A. Offrir un cadre aux jeunes qui se mobilisent**

#### **Ce que veulent les JCR**

Les JCR-RED sont une organisation de jeunes révolutionnaires, en solidarité politique avec la LCR, section française de la Quatrième internationale. Par la dynamique que connaît aujourd'hui la LCR et sa place dans le mouvement social, par l'implantation de notre organisation dans la jeunesse et la transmission à travers elle de la mémoire des luttes passées (de 68 à 86, du CIP aux lois Pasqua-Debré, de 95 à Millau...), les JCR veulent offrir un cadre d'action et de compréhension de la société à tous les jeunes qui se mobilisent.

Nous sommes en effet partie prenante de tous les combats de la jeunesse contre les injustices que génère ce système, nous nous engageons aux côtés de tous ceux qui luttent pour améliorer leurs conditions d'études, de travail, de vie. Nous luttons pour renverser la logique de la mondialisation libérale, pour que les équilibres écologiques soient préservés face à la logique productiviste. Nous défendons les droits des femmes, premières victimes de cette société, puisqu'elles subissent une double domination. Nous luttons contre le racisme et le fascisme, contre le sexisme, l'homophobie et toute vision normative de la sexualité. Nous sommes internationalistes, c'est-à-dire que nous luttons contre l'oppression des peuples et défendons leur droit à l'autodétermination comme une revendication démocratique élémentaire.

Si nous voulons être de tous ces combats, c'est non seulement pour obtenir des avancées concrètes, mais aussi parce que chaque mobilisation est un élément dans la construction d'un rapport de forces plus large. Parce que dans une grève, une manifestation, les jeunes prennent conscience de leurs propres forces, de leur capacité à décider par eux-mêmes, parce qu'ils se politisent davantage... C'est pour cela aussi que nous nous battons dans les mouvements pour préserver l'unité et faire avancer l'auto-organisation, la démocratie face aux intérêts d'appareil.

En tant qu'organisation politique, nous ne nous contentons pas d'intervenir sur plusieurs terrains en même temps : notre objectif est d'unifier les luttes de la jeunesse, de les relier avec celles des salariés, un grand "Tous ensemble" dans la perspective d'un changement de société. A travers ces différentes luttes, il s'agit de rattacher tous les wagons de politisation de la jeunesse à la locomotive de notre projet politique : une rupture radicale avec le système capitaliste afin de construire une société socialiste.

Car derrière les injustices quotidiennes, à travers les méfaits de la mondialisation libérale, c'est tout un système qui est en cause. L'organisation du monde est essentiellement structurée par une division fondamentale, entre ceux qui travaillent, qui produisent

les richesses, et ceux, une infime minorité, qui les possèdent, en jouissent au mépris de la grande majorité. La pauvreté, la misère et paradoxalement le chômage et la surproduction sont les conséquences de l'objectif de ceux qui dominent le monde : la recherche du profit, sans ce soucier des besoins des populations et en menaçant de plus en plus de détruire la planète. C'est cette société qui divise les opprimés, par le sexisme, le racisme, l'oppression des jeunes, pour asseoir son ordre.

Le monde ne pourra fonctionner au service des populations que quand la majorité, les opprimés de tous les pays, organiseront eux-mêmes le monde, la production, le fonctionnement de la société. Pour nous, ce changement ne pourra pas venir de réformes dans le cadre du système dans lequel nous vivons aujourd'hui. Ce sont ses fondements qu'il faut remettre en cause.

## **Travail politique et travail de masse :**

### **Le rôle des organisations de masse :**

Il existe aujourd'hui dans la jeunesse des organisations de masse sur différentes questions, que ce soit sur les luttes anti-mondialisation, AFAR, femmes ou la défense des conditions d'études et de travail. Parmi celles-ci, les syndicats étudiants occupent une place spécifique : il s'agit du seul cadre permanent et durable sur les universités, car ils peuvent défendre quotidiennement les intérêts matériels et moraux des étudiants. C'est pourquoi tous les militants des JCR doivent se syndiquer. Les militantEs JCR, jeunes travailleurs, jeunes privés d'emploi ou en formation professionnelle interviennent dans les organisations de masse ou les mouvements sociaux adéquats, en lien avec la LCR.

Les organisations de masse sont des structures de front unique, c'est-à-dire qu'elles regroupent en leur sein les différents courants politiques. Mais elles ont aussi vocation à s'adresser et à organiser plus largement la jeunesse sur des bases progressistes. Elles structurent les mobilisations et permettent de gagner sur des revendications qui améliorent les conditions de vie de la population. La place des révolutionnaires est donc bien d'intervenir là où les jeunes s'organisent, se politisent et luttent. Nous construisons par conséquent honnêtement ces organisations, notre projet politique étant complémentaire de notre orientation dans le travail de masse.

Dans ces cadres, nous combattons les bureaucraties, nous confrontons nos propositions à celles d'autres courants et tentons de convaincre la majorité. C'est ce que nous faisons au quotidien dans nos organisations syndicales et encore plus dans le processus d'unification en cours, ainsi que dans toutes les organisations dont nous sommes partie prenante.

Nous sommes alors obligés d'être en prise avec la réalité, avec ce qui est ressenti par cette majorité. Nous acquérons aussi une expérience militante individuelle, qui nous permet d'être plus écoutés et plus aguerris lors de mobilisations, où nous espérons encore plus convaincre de la justesse de nos mots d'ordre. Ces cadres nous permettent de peser sur les rapports de forces dans la société et sur le niveau de conscience général de la population : notre tâche est d'apporter notre expérience pour conquérir des victoires collectives.

Les JCR insistent aussi dans ces organisations sur l'oppression spécifique de la jeunesse. C'est pour cela qu'ils structurent quand cela est possible et pertinent des commissions jeunes (commission jeune de RLF, de l'ASTI, AC jeune...).

### **L'articulation entre travail politique et travail de masse :**

Nos principaux soucis sont de permettre aux organisations de masse de structurer le plus de monde possible sur des mots d'ordre, et d'y défendre nos idées.

La première nécessité est de garantir l'indépendance des mouvements de masse par rapport à des intérêts d'organisations ou de courants politiques. Chacun doit pouvoir y convaincre et y être éventuellement majoritaire, mais en aucun cas ne doit les subordonner à ses intérêts. C'est la seule possibilité pour avoir des organisations qui continuent à rassembler largement et aient des possibilités d'évolutions et de critiques par rapport à la majorité. C'est pour cela, et pour prouver notre loyauté envers les organisations de masses, que nous les construisons même si nous sommes minoritaires, tout en essayant bien sûr de faire évoluer la ligne de ces organisations par nos propositions. De plus, un autre danger est l'introduction d'une confusion entre les rôles des organisations de masse et les organisations politiques.

Mais nous devons alors être capables de montrer ces différences, en terme de mots d'ordre et en terme d'objectifs politiques : une organisation politique s'exprime sur l'ensemble des questions que se pose la société et essaie d'apporter des réponses globales, elle vise à convaincre pour son projet de société et à acquérir le pouvoir de le mener à bien.

Nous construisons donc notre organisation politique, de manière séparée aux organisations de masse dans lesquels nous intervenons, pour affirmer nos mots d'ordre, expliquer nos activités, notre rôle et les limites des organisations de masse à ceux qui interviennent dedans comme aux autres.

## **Nos objectifs immédiats**

Nous devons être capables de nous appuyer sur la situation politique pour mobiliser et structurer les jeunes. Aujourd'hui, il y a un enjeu essentiel à apparaître sur les questions anti-mondialisation. Nous pouvons y avancer clairement notre analyse de la société et les perspectives que nous proposons. Nous devons aussi intervenir dans les luttes qui structurent au quotidien la jeunesse, notamment les luttes de la jeunesse scolarisée, ou les mouvements de jeunes travailleurs précaires comme chez Macdo. Pour gagner en efficacité et en surface d'implantation, il nous faut d'une part redynamiser l'organisation par une activité efficace et coordonnée sur toutes ces questions, dans notre apparition propre et notre travail de masse, et d'autre part nous poser comme une tâche essentielle la coordination puis l'unification de notre courant de la jeunesse.

## **B. Les patrons mondialisent la misère, mondialisons les luttes!**

Les luttes anti-mondialisation qui se sont développées au cours des dernières années et surtout depuis l'opposition réussie au sommet de l'OMC à Seattle en novembre 1999, représentent un enjeu politique considérable et ce d'autant plus qu'elles ont un écho particulièrement important au sein d'une certaine jeunesse qui ne se retrouve pas nécessairement dans les formes partisanes classiques. Pour une organisation révolutionnaire telle que les JCR-RED, il est impossible de passer à côté de ces luttes et de ne pas s'investir massivement dans leur construction. À partir du bilan que nous tirons des luttes anti-mondialisation, il s'agit de voir de quelle façon nous allons les aborder pour la période à venir.

### **Bilan rapide des luttes anti-mondialisation et impact dans la jeunesse**

#### **Les luttes anti-mondialisation depuis Seattle**

La grande manifestation de Seattle de novembre 1999 a marqué un tournant important: dans le cadre des négociations de l'OMC, elle n'a pas empêché les différents pays de trouver un accord mais elle a largement contribué à l'échec des négociations et elle a permis de mettre la lumière sur ce qui était en train de se passer. La mondialisation capitaliste était présentée comme inéluctable mais cette manifestation a été vue comme prouvant qu'une autre mondialisation est possible. Ces luttes semblent désormais prendre un caractère systématique : à chaque sommet, à chaque réunion d'une institution internationale, des contre-manifestations ont lieu. L'échelle internationale apparaît désormais pertinente en terme de construction des luttes. La mobilisation de Nice n'a fait que confirmer ce fait: il s'agissait une nouvelle fois de montrer que nous étions nombreux à en avoir assez que les décisions se prennent sans tenir compte de la majorité des populations et avec pour seul objectif de favoriser la course aux profits.

#### **Analyse politique et sociale de ces luttes**

Politiquement, ces mobilisations ont un contenu globalement antilibéral. En effet, dans le développement économique mondial, la notion de libéralisme cristallise les critiques et il y a un consensus général sur le fait que trop de libéralisme amène au chaos. Ce consensus est d'ailleurs en grande partie taché d'opportunisme pour des courants comme les chevènementistes, qui se déclarent en solidarité avec ces mobilisations tout en ayant des revendications souverainistes ; ou pour la majorité du PS, qui envoie des représentants à Porto Alegre comme à Davos... Le point très positif de ces mobilisations est d'avoir une audience de masse dans la population, à travers les manifestations et les coups d'éclats de José Bové. Elles marquent une contre-offensive idéologique, y compris jusque chez les salariés, face au tout libéralisme des années 80 et 90.

Socialement, là aussi on retrouve un consensus large : syndicats de travailleurs à Nice, paysans, étudiants, intellectuels... Mais la structuration, la direction, la représentation de ces mobilisations correspond à peu près à la direction d'ATTAC : beaucoup d'intellectuels qui cherchent à avancer sur le terrain idéologique comme une étape vers le développement des luttes, ce qui explique que ces mobilisations aient, dans la jeunesse, un écho plus important chez les étudiants.

Les échéances anti-mondialisation sont des manifestations ou des rassemblements à des dates données, pour lesquels des cars et des trains sont affrétés par de nombreuses organisations. Plusieurs dizaines de milliers de personnes s'y retrouvent à chaque fois et elles ont un écho médiatique considérable. Malheureusement, ce type de mobilisations ne structurent pas des mobilisations dans la durée, avec des Assemblées Générales, des échéances quotidiennes. De plus, elles ne poussent pas à des grèves, qui de fait, posent plus de problèmes à nos adversaires. Ces caractéristiques influent malheureusement sur leurs capacités de structuration.

#### **En France : succès des mobilisations, en particulier chez les jeunes**

En France, ces luttes trouvent un écho important, en particulier dans la jeunesse, comme l'a montré la mobilisation de Millau mais également comme l'a prouvé l'importante audience que la mobilisation de Nice a pu rencontrer sur les facs. Beaucoup de jeunes étaient présents à Millau et à Nice, sur des mots d'ordre radicaux (même si à Millau, le nombre rendait l'évaluation difficile). Le succès que rencontre l'association ATTAC est représentative de cet écho : il indique à la fois une volonté d'un réinvestissement politique de la sphère économique et une autre façon de faire de la politique, à côté des partis et des syndicats. Il est pour nous essentiel de nous afficher en solidarité avec l'ensemble de ces luttes et d'y participer quand nous en avons les moyens. Les luttes anti-mondialisation rencontrent un écho médiatique important et il faut en profiter. Nous pouvons tirer un bilan très positif de notre apparition à Nice et nous devons viser à la renouveler dans le cadre des prochaines luttes anti-mondialisation et en particulier à Gênes, pour la manifestation contre le G8 qui aura lieu la veille et à quelques kilomètres des rencontres internationales de jeunes. La qualité de la structuration de notre cortège et la radicalité de nos mots d'ordre nous ont fait apparaître comme l'une des organisations politiques de jeunesse les plus crédibles sur le front de l'anti-mondialisation. Par ailleurs, l'écho que ces luttes rencontrent dans la jeunesse nous met face à de nouvelles responsabilités et représentent un enjeu central pour l'organisation : aider à trouver les modes de structurations adaptés (coordination de collectifs jeunes ATTAC, etc...) et à structurer concrètement les jeunes radicalisés sur le thème de l'anti-mondialisation afin que la dynamique puisse se poursuivre et prendre une réelle dimension de masse.

## **Notre intervention au sein d'ATTAC**

Il est important que les JCR poursuivent leur investissement dans l'association ATTAC et le structurent au niveau national. Cette association est devenue incontournable sur le plan de la résistance à opposer à la mondialisation. ATTAC existe dans toutes les grandes villes françaises et des pôles jeunes sont susceptibles de se mettre en place : à Paris, il existe des comités locaux de fac et une coordination étudiante. Le discours d'ATTAC a un certain impact dans la jeunesse universitaire et les comités locaux de fac constituent un bon terrain pour développer nos idées et notre radicalité auprès d'un public très ouvert, même si relativement restreint. Le fonctionnement de l'association n'est pas sans poser un certain nombre de problèmes: le décalage important qui existe entre la direction d'une part et la réalité des comités locaux d'autre part est susceptible de provoquer à terme une crise interne importante, d'autant que, pour l'instant, ATTAC n'est pas dotée de la structuration démocratique permettant de la gérer et de la dépasser. Un tel constat renforce l'idée de l'importance de militer au sein des comités locaux dont l'orientation dépend finalement largement des personnes qui les composent. Il convient en outre de considérer objectivement ce que représente ATTAC aujourd'hui dans la jeunesse : les chiffres de l'association ne rendent pas compte du nombre de jeunes investis; il ne rendent pas non plus compte du fait qu'une telle association est loin de s'adresser à l'ensemble de la jeunesse. Il est important de s'investir dans ATTAC mais il est tout aussi important d'en connaître les limites et les faiblesses, en particulier en terme de démocratie interne et d'un relatif élitisme intellectuel.

Concrètement, trois façons de militer au sein d'ATTAC se présentent aux JCR :

- il est important d'essayer de participer à hauteur de 1 ou 2 camarade(s) à la constitution des comités de fac sur lesquelles nous sommes implantés.
- Il faut s'intégrer dans les comités locaux, en particulier dans les villes de province où il n'existe pas encore de comités étudiants, et essayer d'impulser la constitution de pôles jeunes chargés d'intervenir sur les fac. Il faudrait à terme élargir le travail qui est en train d'être fait sur Paris et défendre l'idée d'une coordination étudiante ou jeune des comités ATTAC au niveau national.
- Il faut participer aux initiatives concrètes qui sont régulièrement organisées par l'association : rencontres internationales, manifestations, signature de pétitions, conférences,...

Comme dans tout travail de masse, nous essayons de convaincre un maximum de gens et de jeunes en particulier sur notre orientation (anticapitalisme, etc...) même si nous sommes bien conscients que nous avons aussi à apprendre à leur contact. Il est particulièrement important d'affirmer notre internationalisme : il existe au sein d'ATTAC un courant souverainiste, animé par les chevènementistes qui s'oppose à la mondialisation dans un esprit de défense de l'impérialisme français et/ou européen contre l'impérialisme américain. Ces dissensions se sont révélées lors du Forum social mondial de Porto Alegre avec des déclarations sur une base consensuelle difficile. Ces divergences politiques peuvent se recouper avec les divergences sur la façon de s'adresser aux gens. Les débats autour de l'utilité de la violence contre l'état, la nature des institutions internationales et la remise en cause de la propriété privée vont, dans ce contexte, être les vecteurs de décantations à venir entre les différents courants du mouvement antimondialisation. Nous devons évidemment nous opposer dans les débats aux idées défendues par les membres du courant souverainiste et affirmer qu'une certaine mondialisation est souhaitable, celle qui permettra de renverser le capitalisme à l'échelle du monde entier ! Il faut également insister sur la nécessité d'organiser des actions mobilisatrices telles que la manifestation du 27 novembre 1999 contre l'OMC ou plus récemment, Millau et Nice.

En France une nouvelle organisation a vu le jour au cours du mois de janvier sur le front de l'opposition à la mondialisation capitaliste : AARRG (Apprentis Agitateurs pour un Réseau de Résistance Globale). Nous suivons l'activité de cette nouvelle organisation, nous participons aux actions qu'elle propose dans un cadre unitaire.

## **Quelle apparition politique propre sur le thème de l'anti-mondialisation?**

Les mouvements de protestation qui s'élèvent contre la mondialisation sont naturellement anti-libéraux : ils s'érigent contre l'extension de la logique marchande à toutes les sphères, ils en appellent à un contrôle démocratique du système, ... Au sein de ces mouvements, nous devons mettre en avant notre profil anticapitaliste : nous ne nous opposons pas seulement au système marchand mais surtout à la logique qui le domine et le dirige, la logique de l'accumulation du capital, la loi des profits. Au discours de la mondialisation doit s'opposer un discours global, porteurs de propositions alternatives. Notre dénonciation de la mondialisation ne doit cependant pas se cantonner à un discours d'ordre général : il faut dénoncer la mondialisation dans ses effets concrets, expliquer qu'elle se met en place grâce aux choix politiques faits au niveau national et européen - notamment à travers la remise en cause des services publics (santé, éducation, ...) et des acquis sociaux -, montrer comment et pourquoi beaucoup de problèmes auxquels nous sommes confrontés y sont étroitement liés. Un bon exemple de ce genre de dénonciation se situe dans la lecture que nous avons pu proposer de la Marée noire: la course effrénée aux profits menée par les multinationales qui ne sont soumises à aucun contrôle conduit nécessairement à ce type de catastrophes. Les conséquences de la mondialisation se font de plus en plus sentir et sont de plus en plus facilement dénonçables ; nous devons nous attacher à les désigner clairement et à n'omettre aucun de leur aspect. Nous pouvons retourner complètement le discours de la mondialisation et l'utiliser pour donner plus de force à notre internationalisme, longtemps considéré comme une douce illusion.

Par ailleurs, depuis Seattle et Nice en France, l'usage de la violence apparaît comme légitime. En effet, d'une part celle-ci répond à la répression policière démesurée (Nice, Davos) et d'autre part à une volonté de bloquer le fonctionnement des institutions internationales. Nous ne devons pas être en retrait sur cette question. En lien avec la LCR, nous devons participer à la structuration du mouvement, y compris lorsqu'il se confronte aux forces de l'ordre. L'usage de cette violence n'est ni minoritaire ni minorante ; pour les rester elle doit être débattue et structurée (notamment pour que ce ne soit pas une apparition de « gros

bras »). Nous sommes aujourd'hui un des seuls courant, investi dans ces luttes, à pouvoir le faire.

Notre rôle est de faire passer les nombreux jeunes qui sont révoltés par le fonctionnement actuel du capitalisme, par l'accroissement des inégalités entre les pays du Nord et les pays du Sud et à l'intérieur des pays et qui se retrouvent dans les luttes anti-mondialisation, de la révolte à la révolution en les gagnant aux idées communistes. Il faut répondre à ce qu'ils considèrent souvent comme du pragmatisme et leur montrer quel doit être le contenu de la formule «Un autre monde est possible»..., c'est à dire une société qui comprenne le développement durable dans le respect des priorités décidées localement et démocratiquement, du droit au travail pour tous et de l'environnement. Mais notre rôle est également de construire les luttes anti-mondialisation en leur donnant des perspectives révolutionnaires. Dans le contexte actuel, l'établissement d'une taxe Tobin à l'échelle mondiale ne serait pas qu'une façon de limiter les dégâts du capitalisme; elle représenterait une attaque directe à l'idéologie aujourd'hui dominante et sur laquelle s'appuie le système capitaliste, l'idéologie libérale qui réclame toujours moins d'Etat, qui donne la priorité aux impératifs économiques et financiers sur les impératifs sociaux, qui étend la logique marchande à toutes les sphères de la vie, qui vise à éliminer toute entrave à la domination du capital,... Elle serait un véritable levier pour les luttes en permettant de rompre avec le fatalisme qui consiste à croire qu'on ne peut rien opposer à la logique actuelle qui domine le monde.

Les revendications sont nombreuses parce que les aspects de la mondialisation sont multiples. Il semble important d'essayer de dresser une première liste de revendications qui n'a rien d'exhaustif mais qui a le mérite de proposer des avancées concrètes qui peuvent être mises en œuvre de façon immédiate:

- annulation, intégrale et sans condition, de la dette du Tiers Monde
- répartition / partage des richesses
- Taxe sur les transactions financières, interdiction des paradis fiscaux, levé du secret bancaire et transparence des comptes des entreprises nationales et multinationales
- respect de l'environnement et développement durable
- égalité hommes femmes à tous les niveaux
- réengagement massif des Etats dans les services publics, la protection sociale,...
- contrôle des populations sur les décisions prises à l'échelle internationale (institutions internationales démocratiques et expropriation des multinationales)
- promotion d'initiatives telles que le système de démocratie participative mis en place à Porto Alegre en vue de l'instauration d'une réelle démocratie
- priorité à la santé, pas aux profits: respect et développement des normes de sécurité, d'hygiène, développement de sources alternatives d'énergie
- liberté de circulation, d'installation et égalité des droits pour toutes et tous, quel que soit le pays d'origine et quel que soit le pays d'installation

### **3. Comment s'organiser?**

#### **A. Nos liens avec la LCR**

Les jeunes subissent en plus des mêmes oppressions que leurs aînés, une oppression spécifique. De plus ils se politisent sur des thèmes et avec des modes un peu différents, ce que montre la large présence de jeunes dans les manifs Mumia, le succès de collectifs antifascistes il y a quelques années ou le nombre de jeunes présents à Millau. De plus, les luttes de la jeunesse scolarisée peuvent être importantes et se structurer de façon assez poussée. Tous ces éléments, nous convainquent de construire une organisation de jeunesse autonome. Ceci permet en plus, à des jeunes de faire leur propre expérience notamment de direction. Notre organisation de jeunesse est en solidarité politique avec l'organisation politique adulte, la LCR, section française de la Quatrième Internationale.

La question des liens avec la LCR a pour notre organisation, notamment parce qu'elle se renouvelle rapidement, une grande importance. Il faut voir comment renforcer et rendre plus efficaces les liens établis depuis le dernier congrès et d'autre part comment faire pour rendre plus efficace notre intervention dans la jeunesse en travaillant avec les jeunes de la LCR.

#### **Améliorer les liens établis avec la LCR depuis le dernier congrès.**

Lors de notre dernier congrès, la LCR avait souhaité nous rencontrer suite à la baisse des effectifs de l'organisation et nous avait promis de prendre un certain nombre de mesures pour aider à la construction des JCR : plan de construction, tournée de meetings, mise en place d'une commission de contact bureau national / bureau politique...

Un certain nombre de ces mesures ont été mises en place et peuvent être améliorées, d'autres sont encore à l'état de projets.

#### **La commission de contact :**

Au début la commission de contact comprenait 4 membres du BN et 4 du BP. Une discussion avait commencé autour d'un plan de construction, de meetings... Cette commission a aussi permis qu'un certain nombre de points soient abordés en commun avec le BP (unification syndicale, mondialisation...). Cependant, un certain nombre de membres de la LCR se sont peu à peu désinvestis et la commission à peu ou mal fonctionnée jusqu'à ce que récemment deux membres soient réélus au sein du comité

central de la LCR.

Le problème de cette instance est qu'elle n'a pas de possibilité d'action. Elle permet des discussions mais tous les points de mise en pratique - financier, de date de meetings, d'intervenants - sont discutés au secrétariat du bureau politique de la LCR ou dans "les couloirs" de l'imprimerie directement avec les membres du BP concernés.

Il faut que la LCR prenne conscience de l'importance de cette commission qui formalise les relations avec son organisation de jeunesse. Celle-ci doit avoir un vrai pouvoir de proposition de matériel commun, d'échéances internes communes (participation des JCR aux CN femmes, municipales...), de préparation d'échéances telles que Millau ou Nice ou encore les rencontres internationales...

Cette instance doit pouvoir faire parvenir aux sections de la LCR et des JCR une circulaire commune qui permettrait d'échanger des informations, aux sections LCR d'avoir un contact avec les JCR pour disposer de notre matériel, de prévenir les jeunes de la LCR de nos DN, d'échéances comme le stage étudiants et lycéens organisés à l'automne dernier... De plus, dans le cas où il y a une coexistence des deux structures, une commission de contact doit être créée et doit pouvoir intervenir pour harmoniser les interventions, si besoin

### **Bureau politique, secrétariat du BP, BN :**

Notre présence régulière au SBP a été très positive. Nous avons pu aborder dans ce cadre des points politiques et techniques (préparation de Nice...). Il est cependant à regretter que les points "jeunes" soient systématiquement traités en fin de SBP, souvent après les points d'ordre technique.

Nous avons sorti du matériel cosigné, généralement sur proposition des JCR ; en quantité importantes (autocollants Palestine, écologie, affiches, tracts...). Généralement ce matériel est apprécié par les sections de la LCR.

### **Sections LCR, BN :**

Les jeunes de la LCR sont souvent demandeurs auprès de nous d'informations. Notamment au niveau syndical, le succès du stage étudiants et lycéens en montre l'intérêt dans notre organisation et chez les jeunes de la LCR. Nous avons pu échanger des informations et débattre sur le processus d'unification. Le travail en commun sur cette question, nous a permis d'aborder ensemble, et donc avec un effectif et une surface plus importants, les états généraux. Les jeunes de la LCR ont apprécié notre expérience dans ce domaine.

Certains cercles jeunes de la LCR se servent de notre matériel. Il faut trouver un accord avec les sections pour qu'elles participent au paiement de ce matériel et nous permette ainsi de continuer à leur envoyer.

Les municipales permettent également un travail en commun important. Dans toutes les villes où les JCR sont présents et où la LCR présente des listes, les JCR y sont participants. Nous participons donc à la campagne en essayant d'y apporter des aspects permettant de toucher plus particulièrement les jeunes.

Lors des échéances de Millau et de Nice, les militants de nos deux organisations ont fait preuve de leur désir de militer ensemble.

D'autre part, toutes nos directions nationales sont ouvertes aux jeunes de la LCR qui souhaitent y participer. Ceci peut leur permettre de mieux comprendre ce qu'est l'organisation de jeunesse, son fonctionnement, de partager nos expériences et de participer à la discussion de notre matériel.

La LCR nous apporte bien sûr une aide importante, ne serait-ce que financièrement. Matériel, formation, intervenants pour des meetings... Cependant il existe dans l'organisation adulte une attitude sceptique vis-à-vis des JCR. Ainsi la LCR paraît toujours surprise lorsque nous réussissons quelque chose (Millau, Nice, stage étudiants et lycéens, meetings sur les fac, gestions des mouvements notamment lycéens...). Les JCR doivent constamment faire la preuve qu'elles sont une organisation efficace, capable de structurer la jeunesse, et d'être en phase avec elle.

Il s'agit maintenant d'augmenter sensiblement la surface de notre courant dans la jeunesse. Nous avons défini plus haut nos priorités d'apparition, il s'agit de voir maintenant comment, en se tournant vers l'intérieur même de notre courant, être plus efficace.

### **Réunifier l'intervention de notre courant dans la jeunesse**

L'intervention jeunes de notre courant est divisée en deux : les JCR et des jeunes intervenants uniquement dans la LCR. L'information circule peu et mal, il n'y a pas de coordination de notre intervention dans la jeunesse (notamment dans des secteurs aussi importants que le syndicalisme étudiant ou les luttes contre la mondialisation, nous pesons un poids moins important que nous ne le pourrions). De plus les jeunes de la LCR se retrouvent souvent isolés et ne bénéficient pas de tout ce que peut apporter une organisation nationale en termes de structuration, d'information, de formation et de débats

Les secteurs jeunes de la LCR sont en fait rarement en concurrence avec les JCR. Dans la plupart des cas il y a soit les JCR soit des jeunes dans la LCR. Généralement les jeunes de la LCR sont peu ou mal renseignés sur l'organisation de jeunesse.

Il est urgent de renverser cette situation. La première des choses est de militer ensemble afin de mieux se connaître, que nous nous rencontrions lors des CN de la LCR, du camp international... et que nous entamions une réflexion en commun. Notre objectif est de militer tous ensemble au sein d'une même organisation

### **Militer ensemble :**

Un certain nombre d'échéances se présentent à nous dans lesquelles aussi bien les JCR que les jeunes de la LCR seront présents : congrès d'unification syndicale, Gênes, municipales, Lesbian and Gay Pride... Nous devons profiter de ces moments pour nous retrouver. Un matériel international sera sans doute élaboré pour Gênes qui peut servir à tous le monde pour mobiliser. De plus



cette initiative sera couplée avec le camp puisqu'elle se déroule en Italie, le premier week-end des rencontres internationales. Il s'agit d'avoir un cortège dynamique des organisations de jeunes de la Quatrième Internationale dans lequel les jeunes de la LCR prendront bien sûr toute leur place.

Lors des municipales, les JCR présents sur les listes et les autres participeront à la campagne (élaboration locale, tâches, initiatives...). Dans toutes les villes où il y a des jeunes, il est important que ceux-ci poussent la LCR à prendre en compte les préoccupations et les aspirations de la jeunesse. Un matériel JCR est élaboré qui peut être utilisé par toutes les villes.

La LGP mobilise en priorité les jeunes. Nous devons élaborer une apparition qui puisse être relayée dans le maximum de villes par les JCR et les jeunes de la LCR.

Nous invitons les jeunes de la LCR à écrire dans RED et à s'approprier cet outil d'apparition dans la jeunesse.

Seule une pratique commune peut nous permettre d'avancer et nous permettre d'être plus efficaces au quotidien de notre militantisme.

### **Se rencontrer :**

Tous les jeunes de la LCR sont invités à participer à nos congrès locaux. Ils sont invités à s'y exprimer notamment sur le débat concernant nos liens avec la LCR. De plus d'ici la fin de l'année, si la CN mondialisation de la LCR a lieu, nous y participerons en tant que JCR. Ce doit être une occasion de réfléchir sur l'ampleur de la mobilisation des jeunes sur ce thème et d'avancer sur notre intervention dans ce secteur. Il faut que nous prévoyions un espace de débat lors de cette CN.

Les rencontres internationales des jeunes vont prendre pour nous une importance considérable cette année du fait de l'actualité anti-mondialisation et surtout de Gênes. Ce sera l'échéance centrale de l'organisation pour toute la fin de l'année. Nous devons y amener le maximum de sympathisants et convaincre les jeunes de la LCR d'y participer. Il faut profiter de cet espace de débat, de ce temps disponible pour discuter, pour avancer dans le rapprochement des jeunes de la LCR et des JCR.

D'autre part nos DN restent constamment ouvertes aux jeunes de la LCR.

Il faut s'assurer que tout ce processus de rapprochement se fasse en direction de tous les jeunes de la LCR. Pour cela, en plus des contacts directs que nous avons avec eux, il faut que la commission de contact prenne en partie en charge l'information de toutes les sections de la LCR, après avoir recensé toutes les sections LCR dans lesquelles des jeunes militent.

Nous devons aboutir, au plus tard en septembre, à l'organisation commune d'une conférence nationale JCR / jeunes de la LCR. Cette conférence devra faire le bilan du travail réalisé en commun, préparer les échéances de l'année. Elle aura une discussion sur le manifeste à partir de la proposition de plan adopté par le congrès national des JCR et mettra en place la structure chargée de le rédiger.

Elle réunira tous ceux qui veulent y participer (ayant un âge, des activités politiques et une situation sociale compatible avec le fait d'avoir une intervention dans la jeunesse) et fonctionnera au consensus. Cette CN devra par ailleurs permettre d'avoir les discussions nécessaires pour pérenniser un travail commun. Un premier pas peut être l'élaboration commune et la diffusion de RED.

### **Le manifeste :**

A partir donc de la proposition de plan adopté en congrès, les sections des JCR et les jeunes de la LCR discuteront d'abord localement de son contenu et de son utilisation dans une campagne commune de construction de notre courant dans la jeunesse. Un bulletin de discussion commun sera ouvert permettant à tous de s'exprimer nationalement. La rédaction de ce manifeste doit nous permettre d'avancer dans la réflexion sur notre intervention dans la jeunesse et de mettre à plat les éventuelles divergences qui peuvent exister, les raisons qui font qu'aujourd'hui tous les jeunes de notre courant ne sont pas aux JCR, pour pouvoir avancer vers l'unification de notre courant. Le manifeste doit absolument être un outil qui nous permette de nous tourner vers l'extérieur, tous ensemble.

## **B. Le fonctionnement des JCR-RED**

Lors du dernier congrès, un certain nombre d'innovations fonctionnelles ont été mises en place. Un bilan en a été tiré et il s'agit ici de voir ce qu'il est souhaitable de perpétuer et ce qu'il est au contraire souhaitable de changer.

### **Les instances**

Le **congrès** est une échéance importante pour l'organisation; il nous permet d'envisager notre projet organisationnel sur le moyen terme. Il se tient dans des délais raisonnables et reste le principal moteur de notre activité politique.

La **direction nationale** a trouvé un rythme de réunion régulier qu'il convient de conserver. Si l'on veut que la DN joue pleinement son rôle, il faut d'un côté permettre que les textes soient envoyés au moins une semaine à l'avance. De l'autre, les sections doivent se fixer comme priorité de préparer localement des AG de sections discutant de l'ordre du jour de la DN. Par ailleurs, le fait qu'une formation soit systématiquement prévue doit se perpétuer; il faudrait qu'un membre de la DN se responsabilise à chaque fois pour en faire un compte-rendu, publié dans la circulaire nationale.

Le **bureau national** est composé de huit personnes; il doit trouver un rythme de réunion plus régulier pour éviter la déconnexion entre les camarades qui prennent en charge les tâches de permanentat et les autres et pour se donner les moyens de véritablement discuter le contenu du matériel qui est sorti, parfois dans l'urgence. Aucun échange mailique ou téléphonique ne remplace la discussion nécessaire dans le cadre d'une réunion. Le rythme bimensuel semble le plus approprié.

Le fait que l'organisation dispose d'heures de **permanentat** est un atout considérable. Les tâches des permanents doivent être redéfinies : courrier, réalisation concrète du matériel (maquettage, suivi avec Rotographie,...), envoi du matériel, suivi des con-

tacts (envoi de courriers, réponses aux mails,...), liens avec les médias et les autres organisations.

### **Les secrétariats**

Les secrétariats n'ont que partiellement rempli les objectifs qui leur ont été fixés par le dernier congrès. Le fait qu'un relais existe sur certains thèmes entre la direction nationale et l'ensemble de l'organisation est toujours nécessaire. Plusieurs «réformes» sont à mettre en œuvre à l'issue du congrès:

Les secrétariats respectent dans la mesure du possible la parité hommes / femmes

4 secrétariats sont mis en place: femmes, scolarité, internationaliste, AF-AR

Les secrétariats comportent un nombre restreint de personnes (< ou égal à 5) dont l'un est membre du BN et s'appuient sur un noyau parisien.

Le rôle des secrétariats est de diffuser l'information du secteur traité à l'ensemble de l'organisation, de faire le suivi des sections sur le thème, de suivre les collectifs unitaires du secteur et de prendre en charge une partie de la réalisation et de l'élaboration du matériel.

### **Les commissions**

A l'issue du congrès, 4 commissions sont mises en place; elles seront composées de 4 camarades dont un membre du BN :

Commission journal, chargée de l'élaboration du sommaire, de la distribution et de la collecte des articles

Commission Internet, chargée de la mise à jour et de l'enrichissement du site Internet ; ce travail repose pour l'instant sur un seul camarade... Le site des JCR peut permettre la prise de contact avec notre organisation et sa gestion doit être collective ; il est dommage qu'il ne rende compte que très partiellement, pour l'instant, de notre dimension nationale. Chaque section devrait avoir sa page, donner les infos locales, proposer son matériel aux autres sections,... Cette commission aura également pour tâche de développer l'utilisation de l'outil Internet au sein de l'organisation (suivi des listes de diffusion, organisation d'un forum de discussion,...)

Commission Rencontres internationales de jeunes, chargée de la préparation du stage d'Amsterdam en lien avec le BN et de la mobilisation pour le camp d'été.

Commission formation, chargée de la préparation d'un stage annuel national de formation, à l'image du stage étudiant organisé en 2000 et d'en proposer un compte-rendu. Cette commission pourra également, en lien avec la commission Internet, essayer de prendre en charge la publication et la diffusion des topos de formation qui sont réalisés dans les différentes sections.

Commission précarité : cette commission est chargée d'élaborer et de centraliser l'activité faite en direction des jeunes travailleurs et plus largement d'élaborer des propositions et de centraliser des informations sur les questions de précarité.

### **RED :**

Pour que notre journal devienne un outil réellement efficace par notre organisation, il conviendrait de promouvoir son utilisation de deux façons distinctes :

en interne, il faut faire de RED un outil de formation, notamment à travers l'écriture d'articles, tant par les membres des JCR que par les jeunes de la LCR. L'écriture d'articles en commun peut notamment aider de nouveaux membres à cet exercice.

En externe, RED doit être l'outil de construction de réseaux de sympathisants. RED et le journal des JCR et en cela, il est l'outil qui véhicule nos idées et nos analyses. C'est pourquoi il faut le valoriser dans nos contacts avec ceux qui prennent contact avec nous.

### **Les réflexes organisationnels**

Depuis plusieurs années, notre courant a abandonné certaines règles de base concernant la sécurité. Analysant que la période n'était pas à une politique répressive, certains réflexes utiles ont été perdus. Si la situation se tendait (par rapport à la police, aux fachos...) serions-nous en mesure de protéger l'organisation et nos camarades ?

En adoptant quelques règles simples dès maintenant nous serions préparés à de telles éventualités :

- ne donner aucune information sensible au téléphone, par courrier, par mail (concernant des Sans-Papiers ou certaines luttes et actions sur des terrains « chauds »).

- appliquer les règles de sécurité de base en manifestation ou face à la police ou dans une activité militante quelconque (voir la brochure des JCR Sécurité face à la police disponible sur le site).

- conserver la circulaire en interne.

En prenant maintenant ces mesures, nous évitons de les prendre dans l'urgence. De plus, nous devons être en mesure de proposer des formations nationales sur l'organisation et le rôle politique du SO, en lien avec la LCR.

## **C. Les liens internationaux des JCR-RED**

Dans le contexte des luttes anti-mondialisation et des politiques d'harmonisation européenne, les JCR-RED doivent essayer de maintenir et développer les liens avec les autres sections jeunes de notre courant. Les liens entre les sections jeunes, très irréguliers, ne nous permettent pas de construire réellement notre courant à l'échelle internationale.

Les luttes anti-mondialisation doivent nous donner l'occasion de développer notre travail internationaliste: nous devons essayer

d'apparaître dans le cadre des différentes échéances en tant qu'organisations de jeunesse liée à une Internationale. Les rassemblements réguliers qui se tiennent à l'échelle internationale doivent être l'occasion de cortèges communs, quand cela est possible et en tout cas d'une apparition commune de notre courant (rassemblement à la fin de la manifestation, autocollants communs,...).

Dans le cadre du travail de masse et du travail thématique, plusieurs séries de liens pourraient être développées:

L'association ATTAC existe dans plusieurs pays, et les jeunes de notre courant s'y investissent à plusieurs endroits (Italie, Espagne, Suisse,...). Il serait intéressant de pouvoir établir des contacts avec les jeunes de notre courant qui s'y investissent pour échanger les expériences différentes d'un même travail de masse.

Les Marches Mondiales des femmes ont été l'occasion d'établir une plate-forme de revendications à l'échelle internationale. Le fait de participer au collectif national permettait de porter nos revendications. D'autres sections s'investissaient dans d'autres collectifs nationaux, et il aurait été intéressant de travailler ensemble, de s'échanger les informations,...

Les politiques d'harmonisation européenne menée par les différents gouvernements font que les attaques sont plus ou moins les mêmes dans tous les pays d'Europe. Les services publics, les acquis sociaux sont démantelés de la même façon, et les jeunes font toujours partie des catégories les plus touchées. Les réformes qui touchent, par exemple, l'université sont les mêmes dans toute l'Europe, même si elles n'en sont pas au même point d'avancement. La privatisation des facs est en marche partout. Notre travail étudiant peut donc être concerté, travaillé en commun avec les autres jeunes de notre courant ; nous devons pousser à la multiplication des liens entre les organisations syndicales étudiantes des différents pays européens.

Le camp est le lieu prioritaire de rencontre de tous les jeunes de la Quatrième Internationale. Avec l'importance que prennent aujourd'hui les luttes anti-mondialisation, le camp est une échéance centrale de notre organisation, il est une des rares occasions pour nous de montrer la réalité et l'utilité de la IVème Internationale dans la jeunesse.

Il remplit donc un rôle de discussion, de rencontre, d'échanges d'expériences,... Mais plus largement, il peut prendre un rôle d'élaboration et de préparation.

Au dernier camp, les commissions permanentes ont permis de discuter, d'échanger des informations sur des thèmes spécifiques (Marches Mondiales, Marches européennes, luttes étudiantes...). Un tract en quatre langues a d'ailleurs été réalisé à partir de la commission Marches européennes pour le rassemblement de Nice. S'appuyer sur les échéances concrètes comme les rassemblements anti-mondialisation, qui peuvent être préparées en commun dans le cadre du camp, peuvent permettre d'unifier notre intervention.

Des thèmes concrets, même s'ils n'ont pas d'échéances particulières, peuvent être discutés dans des ateliers de réflexion qui permettraient l'élaboration de revendications communes.

Le camp doit également être l'occasion de s'assurer un ou des contacts dans chaque section (mails, adresses ...), pour pouvoir échanger des informations de façon régulière avec les autres sections.

Le secrétariat jeune de la IVème Internationale joue un rôle primordial pour l'organisation de toutes les tâches. Nous veillons donc à nous y investir à la hauteur de notre relative force par rapport aux autres sections. De plus, le premier objectif que nous nous sommes fixé dans ce cadre étant un travail d'information, nous nous efforçons de participer au bulletin d'information international par un mandat au secrétariat international, et nous nous proposons pour aider à sa centralisation.

## **Résolution femmes**

Le féminisme est toujours d'actualité, il est important de le réaffirmer. D'une part les attaques menées aussi bien au niveau européen qu'au niveau national rendent nécessaire l'organisation d'une riposte. D'autre part les jeunes femmes sont en réelle demande d'informations sur ces questions.

### **1. BILAN**

#### **A. Les Marches Mondiales**

Bien que la couverture médiatique n'ait pas été à la hauteur de l'événement, les manifestations ont été des succès. Les mots d'ordre ont bénéficié de l'écho des mobilisations et des débats anti-mondialisation autant qu'ils les ont nourris.

La préparation des Marches s'est faite autour de Collectifs locaux qui préexistaient ou qui se sont créés à cette occasion. Elle a permis de remobiliser de manière unitaire sur la question femmes et sur des revendications à la fois locales et internationalistes.

Les Marches avaient ainsi pour vocation de mettre en place un réseau international, mais il n'est pas certain qu'il puisse perdurer en raison de la diversité des structures présentes. La manifestation européenne a été un réel succès (50 000 personnes à Bruxelles). Cependant, la mobilisation avait une surface restreinte et reste superficielle.

Les JCR ont participé à l'animation et à la création des Collectifs locaux. Des interventions unitaires "jeunes" ont été possibles au niveau national avec un pôle Jeunes. Les JCR ont su apparaître de manière dynamique dans les cortèges.

## B. L'activité des JCR

La difficulté de l'intervention femmes des JCR tient en l'absence d'organisation de masse nationale qui puisse offrir des perspectives. L'intervention est donc très variable et liée aux situations locales. L'apparition propre nous a permis d'intervenir sur de multiples sujets mais pas de pallier à cette absence. Nous n'avons donc pas pu contribuer à la constitution d'une mobilisation spécifiquement " Jeunes ".

La mobilisation autour des Marches Mondiales était une des priorités de l'organisation. Elle a servi de tremplin pour une pratique et une formation sur le tas. Des meetings JCR se sont tenus.

Les sections participent aussi aux associations et structures féministes locales, notamment par le lancement de MixCité.

Du matériel est sorti : une brochure générale, un tract sur " l'image des femmes " et " avortement/contraception " pour le 8 Mars, un tract spécifique, un bandeau " Le corps des femmes n'est pas une marchandise ", une affiche " avortement/contraception " et des autocollants.

## 2. PERSPECTIVES

Grâce au double contexte exposé précédemment, l'activité femmes s'est trouvée globalement relancée. Cela est un bon présage pour cette année, d'autant plus qu'une lourde actualité nous attend et nous permettra de développer des axes de radicalisation assez intéressants, surtout dans la perspective d'un travail lycéen.

Tout d'abord, cette année est celle de la tant attendue révision de la loi sur l'avortement qui comporte des volets essentiels pour une organisation de jeunesse comme la nôtre : la suppression de l'autorisation parentale pour les mineures mais aussi celle de l'entretien préalable. Ce contexte permet de relancer toutes les campagnes en faveur de la contraception et notamment sur les questions de gratuité et de libre accès – encore une nouveauté – de la pilule du lendemain au lycée. Nous verrons aussi la mise en pratique de la loi sur la parité et par là même l'occasion d'en dénoncer toutes les insuffisances et hypocrisies. Enfin, plus globalement, nous devons faire face à toutes les tentatives d'harmonisation européennes (nous en avons déjà fait les frais avec le travail de nuit) : sur la gynécologie mais aussi sur les congés de maternité et la protection des travailleuses enceintes. La nécessité de porter un discours féministe et révolutionnaire se fait d'autant plus pressante que le gouvernement en multipliant les mesures de surface (tout dernièrement la question du nom donné à l'enfant) tend à s'affirmer comme menant une politique féministe – qu'en dire quand on tente de nous faire avaler le travail de nuit comme une avancée égalitaire ? – et à faire croire à la disparition du patriarcat et à l'oppression vécue par les femmes.

De multiples champs d'action nous sont donc ouverts (et il reste toujours des initiatives fixes comme le 8 mars pour les faire valoir) :

- tout un travail est à effectuer auprès des lycéenNes sur la question de l'avortement et de la contraception : au-delà d'une simple information (notamment sur la possibilité d'exiger de leur infirmière scolaire la pilule du lendemain sans autorisation parentale), il faut profiter de ce contexte favorable pour développer des revendications et mener des campagnes, par exemple sur la gratuité de la contraception ou sur la nécessité de cours d'éducation sexuelle dès le plus jeune âge
- de même nous devons être vigilantEs par rapport à toutes les questions d'harmonisation européennes et s'attacher à leur dénonciation, ne serait ce que dans notre matériel national, en particulier dans RED (travail de nuit, congé de maternité...)
- prendre le contexte des municipales comme tremplin pour développer à la fois des revendications féministes de base (crèches, ...) mais aussi pour stigmatiser la politique de demi-teinte du gouvernement (loi sur la parité, refus de faire appliquer la loi d'entrave à l'IVG, ...)
- s'investir sur les questions de solidarité internationale. Tout d'abord parce qu'il est essentiel de tenter de donner une suite aux différents collectifs et contacts mis en place pendant les Marches. Ensuite, puisque notre organisation a décidé de s'investir fortement dans les associations de lutte contre la mondialisation capitaliste, et notamment dans ATTAC, il serait dommage de ne pas y porter les revendications féministes. Nous devrions réfléchir à la sortie d'un matériel national sur ce thème.
- Nous nous plaignons de l'absence de cadres de travail de masse sur la question femmes, mais le contexte de réunification syndicale nous offre une grande opportunité : celui du réinvestissement de notre courant dans l'animation de commissions femmes et dans la structuration d'une commission nationale. Se pose aussi la question dans certaines sections d'un investissement dans Mix-Cité
- Le développement des magazines pour homme et des publicités mettant en avant le corps des femmes comme moyen de faire vendre ou carrément une marchandise, rend la question de l'image des femmes très prégnante. Nous continuons à utiliser le matériel élaboré précédemment.

## 3. FONCTIONNEMENT

### A. Les AG non mixtes

Les AG non mixtes se justifient car l'organisation n'est pas un îlot coupé du reste de la société, et l'oppression des femmes n'y

est pas supprimée. L'AG non mixte est le cadre qui permet la prise de conscience par les camarades femmes de leur oppression spécifique.

Elle permet également l'établissement d'un rapport de force dans l'organisation, qui amène une prise en compte plus importante du travail femmes.

Les AG non mixtes permettent aussi aux camarades femmes de prendre confiance en elles, et donc d'accéder plus facilement à la prise de parole, et de s'investir plus dans d'autres domaines ( travail de masse, tâches de direction...).

Le fait que les AG non mixtes aient lieu en DN permet aux camarades élues de retransmettre cette expérience dans les sections.

Cependant, le cadre non mixte doit apparaître comme une nécessité : les thèmes qui y sont discutés doivent donc être ceux qui nécessitent réellement ce cadre.(intérieurisation des schémas, pornographie, prostitution...)

Il est très important de rendre compte des débats en mixte, pour permettre aux camarades hommes de participer au travail féministe. En effet, les cadres de discussion du matériel, d'organisation des campagnes doivent être mixtes, et l'activité féministe doit être menée par toute l'organisation .

## **B. Le secrétariat femmes**

Pour la question femmes le problème du fonctionnement présente un grand enjeu puisque, l'orga se renouvelant très rapidement il faut des structures à même d'assurer une certaine pérennité. Ce serait la principale fonction du secrétariat. Son bilan pour l'année n'est pas très positif puisqu'il a fonctionné de manière irrégulière et n'a pas réussi à se structurer de manière à être rapidement efficace. Cependant, il a permis d'associer les sections à l'élaboration du matériel. La mise en place, par ailleurs, d'une équipe parisienne active sur les questions femmes, a permis de réimpulser une dynamique ( revue de presse, tract national sur la contraception, préparation du 8 mars ...). Il est donc important de maintenir cette structure telle qu'elle existe et de réfléchir cependant aux manières d'améliorer son fonctionnement et son efficacité :

réunions plus régulières

réel suivi des sections par exemple par la mise en place d'une personne référente par section

mise en place d'une liste de diffusion sur les questions féministes ( permettant la circulation rapide de tous les tracts, topos, ...

## **C. Formation**

Pour que toutes les sections puissent disposer des mêmes outils, il faut multiplier les formations. Ceci doit notamment passer par des points en DN (à chaque AG non-mixte et en plénière dès que possible) et par la mise à disposition de topos. Il faut aussi avoir le souci de formations traitant à la fois de questions de base et de points plus pointus.

Les JCR doivent aussi avoir des lieux permettant d'échanger sur les expériences et pratiques. Un stage de 2 Jours serait donc nécessaire en complément des AG non-mixtes.

le camp est souvent l'une des premières expériences de cadres non mixtes pour les militants et les sympathisants. C'est aussi un lieu de formation important. Il faut y prévoir systématiquement des formations de base (auto-oppression, mixité/non-mixité...) et aussi des débats plus pointus.

## **D. Les instances**

La DN est paritaire, mais dans le cas des couples mixtes, ce sont souvent les hommes qui votent, ce qui pose des problèmes. Par contre, la féminisation du BN reste difficile, ce qui peut s'expliquer en partie par la représentation des sensibilités, mais ce n'est pas la seule cause. A chaque renouvellement du BN se pose le problème de sa féminisation.

Un bon fonctionnement des cadres non-mixtes participe à la formation de camarades femmes aux tâches de direction et peuvent permettre une féminisation des instances.

Pour assurer un suivi régulier de l'activité femmes, un membre du BN doit en être chargé.

## **E. Matériel**

La sortie de matériel sur les questions féministes doit se poursuivre. Des tracts doivent être proposés quand l'actualité l'impose notamment sur la question de la révision de la loi de l'IVG (travail d'explication et revendications plus globales sur la contraception (gratuité, libre accès, pilule du lendemain) en direction des lycées.. Le prochain secrétariat femmes et le prochain BN sont mandatés pour sortir du matériel. Plus généralement, dans le matériel que nous sortons, nous veillons à ce que les revendications féministes soient présentes et explicitées, notamment sur le thème de la mondialisation.

# **Résolution Education**

## **I. Après la démission d'Allègre, continuité de la politique libérale.**

La démission d'Allègre est une grande victoire des mouvements lycéens et enseignants qui ont eu lieu ces dernières années. Cependant, avec l'arrivée de Lang, le fond de la politique éducative du gouvernement n'a pas changé. D'ailleurs, le personnel chargé de la faire appliquer reste en place (notamment au niveau de la Direction de l'Enseignement Supérieur). Les actions menées, les réformes engagées et celles mises en suspens mais non annulés par le nouveau ministre s'inscrivent parfaitement dans la politique globale du gouvernement Jospin: "moderniser" le capitalisme français pour l'adapter aux besoins de la mondialisation.

A noter aussi l'apparition d'un véritable marché de l'Education (cf. forum de Vancouver), notamment autour du commerce des cours en ligne et autres nouvelles technologies. La politique de libéralisation de l'enseignement du gouvernement Jospin répond ainsi à l'offensive de nombreuses entreprises qui voient dans l'Education un secteur productif à part entière, source de profits juteux (le secteur éducatif représente un marché mondial de 12 000 milliards de Francs).

Dans le cadre du capitalisme, le système éducatif joue en effet un rôle essentiel dans la préservation des rapports de production: reproduction de la division sociale du travail et des hiérarchies afférentes (du travailleur manuel au travailleur intellectuel, à l'exécutant jusqu'aux dirigeants et à leur "élite"), inculcation des normes et de l'idéologie dominantes, diffusion des savoirs strictement nécessaires pour assurer l'intégration des salariés à la communauté politique. La dynamique de massification enclenchée au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'existence différenciée de filières technologique, professionnelle, "générale" et des grandes écoles témoignent de cette relation entre l'Ecole et le système productif. Le système éducatif doit être déconnecté des besoins en main d'œuvre productive et doit avoir un rôle de formation intellectuelle et de socialisation de l'individu. La formation professionnelle doit aussi être déconnecté de cette formation intellectuelle : on peut être philosophe et menuisier par exemple.

Dans le même temps, les institutions scolaires sont modelées par ceux qui les fréquentent ou cherchent à les intégrer. S'y génèrent donc des contradictions entre les stricts besoins de l'économie capitaliste et le rapport des jeunes et des salariés à l'institution scolaire. La massification est aussi le produit d'une aspiration à l'ascension sociale dans la France des Trente glorieuses. Le cadre du service public d'Education tel que nous le connaissons en France cristallise un certain nombre d'acquis issus des luttes de la jeunesse et des salariés: reconnaissance nationale des diplômes dans les conventions collectives, libre accès en premier cycle universitaire pour les titulaires du baccalauréat, dispositifs d'aide sociale... L'idée même de service public obligatoire et gratuit, impliquant la revendication d'un droit égal pour tous les jeunes à l'éducation, perturbe une vision purement "rentabiliste" du système éducatif (même si le développement du service public est aussi le produit des besoins capitalistes en terme d'élévation du niveau de formation global des salariés). Le niveau de conflictualité dans le secteur éducatif, la succession des grèves lycéennes, enseignantes et étudiantes témoignent de l'enracinement de cette idéologie du service public.

L'adaptation du capitalisme français aux besoins de la mondialisation doit répondre à deux objectifs:

- contribuer à l'homogénéisation d'un marché européen en formant une main d'oeuvre employable dans n'importe quel pays de l'UE (et en clôturant ce marché par une sélection drastique des étudiants étrangers);
- flexibiliser le système éducatif à la mesure du système productif, condition nécessaire à la poursuite du processus de segmentation et de précarisation du marché du travail (comme le propose récemment le conseil économique et social) .

Le rapport Attali "Pour un système européen d'enseignement supérieur" préconisait un certain nombre de mesures destinées à répondre au premier objectif (via le système du 3/5 ou 8).

Le récent rapport du commissariat général du plan développe les orientations liées au second objectif:

- individualisation de l'accès à l'éducation par la mise en place d'un "capital formation" de 20 ans incitant les jeunes à raccourcir leur formation initiale en contrepartie d'un retour assuré en formation continue (la notion de scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans disparaît);
- Faire payer les études: "L'idée d'un capital initial de formation défini en nombre d'années impliquerait logiquement que ce capital s'épuiserait et conduirait ainsi à rendre les études payantes après 20 années de "consommation"!"
- développement des diplômes régionaux en fonction des besoins locaux, poursuite de la régionalisation du financement et de la gestion des établissements;
- création de diplômes d'entreprise à travers la mise en place de "centres de formation" par les entreprises elles-mêmes;
- création de "la carte personnelle de compétences": "c'est-à-dire un portefeuille validé de connaissances, de compétences, de comportements que chacun peut faire évoluer en fonction de son sujet" ;
- allocation d'étude a minima censée inciter l'étudiant à travailler en parallèle, et restreinte dans le temps pour dissuader les jeunes de suivre des études longues, remplacée ensuite par des prêts à taux zéro;
- développement des allers-retour entre école et entreprises tant pour les étudiants que pour les enseignants;
- spécialisation précoce à l'issue d'une "formation première" (autour de 14-16 ans);
- développement de la professionnalisation, des "incubateurs d'entreprise"...

La succession d'Allègre par Lang et Mélenchon a jusqu'à maintenant globalement rempli son objectif.

Jack Lang a radicalement changé de méthode et carresse tout le monde dans le sens du poil, il joue de son image de "Monsieur Culture" pour se préserver des accusations de fossoyeur des filières "non rentables" (sciences humaines...). Son sens de l'écoute, le ralentissement du rythme des réformes lui permettent de poursuivre sans encombre: application du Plan U3M par la contractualisation, loi sur l'innovation... A la rentrée 2000 Lang annonçait avec fracas un plan pluriannuel de recrutements : 33 200

nouveaux emplois en 3 ans pour tout le secteur éducatif, dont 5 600 pour l'enseignement supérieur (2 600 enseignants et 3 000 personnels IATOSS). Pour les étudiants, cela devrait se traduire à la rentrée 2001 par la création de 600 postes d'enseignants-chercheurs et 1000 postes de IATOS. Or le SNESup dénombre à 33 955 le nombre d'emplois qu'il faudrait créer immédiatement pour accorder des conditions de travail au moins décentes aux étudiants, et il ne parle que des profs ! Sans compter les énormes besoins en terme de renouvellement du corps enseignant : avec toute la génération du baby-boom qui va partir en retraite dans les dix prochaines années, ce seront 15 700 postes d'enseignants qu'il faudra renouveler d'ici 2008.

Mélenchon, membre de la Gauche socialiste, joue parfaitement son rôle de caution "mouvement social" au gouvernement: il a su apaiser les enseignants du secteur professionnel en faisant quelques concessions, alors que ceux-ci devenaient le secteur en pointe des luttes contre la politique éducative du gouvernement. Mais il poursuit fondamentalement la même ligne: trop heureux d'avoir fait parvenir son courant aux plus hautes sphères du pouvoir (alors que les militants GS sont traités en parias au sein du PS), il applique loyalement la politique de Jospin en l'aménagement d'un discours gauche. Sa dénonciation bruyante de l'hypocrisie du collègue unique l'illustre bien: alors qu'il dénonce à juste titre une situation qui mène de nombreux jeunes à l'échec et à la relégation, coïncé par la politique d'austérité qui interdit de poser le problème des conditions d'études, de l'encadrement, du suivi approprié, il en tire les pires conclusions en reprenant les propositions les plus réactionnaires (avancer l'âge du choix d'orientation dès la 4ème). De même, il a parfaitement pris en charge la mise en place des licences professionnelles qui se traduit par la création de diplômes adaptés aux besoins immédiats des entreprises locales (cf. Texte 3ème congrès).

Les prises de position de Mélenchon ne sont pas sans susciter des remous dans la Gauche socialiste. La fraction étudiante qui dirige l'UNEF-ID a ainsi durci sa position sur les licences pros en octobre dernier (même si aujourd'hui c'est plutôt le silence radio sur ce sujet). Surtout, l'UNEF-ID a rendu public un communiqué de presse qui prend ouvertement le contre-pied du ministre en défendant sans ambiguïté le collègue unique. Ces contradictions doivent nous permettre de faire très concrètement la démonstration auprès des militants jeunes de la GS des impasses de la solidarité gouvernementale quand on se veut un courant "gauche" et antilibéral...

## **II. Quelles ripostes?**

Après la quasi-grève générale dans l'Education du printemps 2000 qui a fait chuter Allègre, les mobilisations qui touchaient essentiellement le secondaire (lycéens, parents et profs) sont retombées. C'est principalement le supérieur qui se mobilise ces derniers temps. Les annonces de Lang sur la fin du dogme du gel de l'emploi public sont vite apparues comme de la poudre aux yeux mais elles ont contribué à légitimer les exigences des étudiants et des enseignants: Paris 13, VSQ, Aix-Marseille, Grenoble, Montpellier, Metz... De nombreuses universités se sont mobilisées en 2000-2001. Cette remontée des luttes étudiantes a été croissante et a culminé en mars avec deux grèves massives, Montpellier 3 (Lettres) et Metz (AG et manifs de + de 1000 étudiants, piquets de grève). Nous avons été à la pointe de ces 2 mobilisations, soit directement en tant que JCR soit par le biais de nos courants syndicaux. Malgré des tentatives d'extension nationale du mouvement, et des mobilisations plus ou moins réussies (Toulouse Mirail, Reims, Nantes, Le Havre), la mobilisation n'a pas pris une dimension nationale. L'UNEF-ID a servi de médiateur entre les grévistes et le ministère mais n'a pas pesé de tout son poids pour une mobilisation générale. La puissance des 2 principaux mouvements, leur inscription dans la durée, a contraint le ministère à céder au moment où commençaient à se développer de nouveaux foyers de mobilisation: 20 millions de Fcs pour Metz, 6 millions pour Montpellier. Jugées insuffisantes par les étudiants, ces annonces ont néanmoins été accueillies comme des victoires, la preuve que la lutte paye. L'heure semble aujourd'hui, au vu de l'essoufflement du mouvement dans ces 2 facs, à une sortie de lutte en positif s'appuyant sur ces acquis. La démonstration faite par les étudiants de Metz et Montpellier doit être un point d'appui dans notre agitation sur les facs.

La mobilisation s'est aussi inscrite dans la durée pour les étudiants de secteurs périphériques: écoles d'archi, étudiants infirmiers, étudiants en travail social. Deux principales questions, outre les problèmes traditionnels de moyens (renforcés par l'augmentation des quotas à l'entrée de ces filières sélectives): la lutte contre la précarité (exploitation des stagiaires) et pour un réel statut étudiant (ces écoles ne sont pas rattachées au ministère de l'Education nationale, elles n'ont pas les mêmes droits pour les bourses et l'accès aux différents services sociaux, leur niveau d'études n'est pas reconnu pour les équivalences). Là aussi, en particulier dans le mouvement des étudiants travailleurs sociaux, les camarades JCR/LCR jouent un rôle prépondérant.

Nous sommes confrontés à une situation contradictoire sur les Universités: outre le morcellement croissant du système éducatif (facs, IUT, IUP, BTS, écoles...), on assiste, du fait de la politique de contractualisation (plan U3M), au creusement des inégalités entre les grosses et les petites universités. Dans les grosses facs, afflux d'étudiants, surpeuplement et pénurie budgétaire. Sur les petites facs, désertion des étudiants au profit du pôle régional principal, fermeture de filières et spécialisation des établissements. Sans parler des sites délocalisés dont les seules chances de survie semblent être dans la spécialisation en fonction des besoins précis du bassin d'emploi. Cette dualité entre facs à problèmes par manque d'argent et facs à problèmes par manque d'étudiants risque pèse déjà sur les chances de structuration nationale des mobilisations.

## **III. Notre intervention.**

## A l'Université.

Notre intervention syndicale a surtout été marquée par les péripéties de la refondation. La configuration finale: un "congrès de l'UNEF pour le rassemblement" UNEF-ID/Tous Ensemble/associations, suivi d'une AG fondatrice de la nouvelle organisation avec la direction de l'UNEF. Ce schéma, nous l'avons imposé in extremis, alors que la GS avait décidé d'un congrès de l'UNEF-ID absorbant ceux qui le voudraient bien, sans plus se soucier de la suite du processus. Conscients que la remontée des luttes étudiantes rendait urgent l'achèvement du processus (pour se consacrer entièrement aux mouvements et disposer du réseau national adapté), nous avons pris la décision de mettre le coup de pression ultime à l'UNEF en annonçant la participation de Tous Ensemble au congrès de mai, quel que soit le choix de Karine Delpas. Cette décision paraît avoir précipité la prise de conscience de la part de l'UNEF de la nécessité d'aller jusqu'au bout.

Le congrès de rassemblement qui s'annonce ne sera pas de tout repos. Entre 15 et 20 000 cartes ont été centralisées au total. Nous en avons centralisé environ 900 pour "Tous Ensemble" (113 Sud, environ 300 UNEF, le reste UNEF-ID), soit entre 5 et 7,5%! Le système des mandats, la découverte pour beaucoup de camarades du déroulement d'un congrès "à la sauce UNEF-ID", la profusion de cartes d'origines douteuses font que nous ne devons pas espérer un score formidable. L'enjeu est ailleurs: achever le processus d'unification pour donner aux étudiants un outil renforcé, un seul syndicat pour mieux les défendre; atteindre le seuil qualitatif permettant de construire un courant syndical crédible et capable de peser face à la bureaucratie et dans les luttes; enraciner localement nos équipes syndicales et conquérir de nouvelles positions dans les AGE. Nous devons avoir conscience que le gros du travail se trouve encore (malgré les apparences) après la refondation: pour animer et construire un courant syndical combatif. S'il est des objectifs à se fixer en terme de poids global dans le nouveau syndicat, cela devra se faire dans la perspective du congrès suivant (15-20 %...). En outre, un certain nombre d'équipes syndicales restées en dehors du processus seront encore à convaincre: Sud étudiant au Havre, à Toulouse, UNEF à Rouen...

Notre investissement dans l'unification a permis de remettre en place une équipe nationale, principalement parisienne (mais pas seulement). Un véritable secrétariat étudiant peut et doit se remettre en place rapidement. Nous devons toutefois prendre garde, avec la réunification de nos 3 fractions syndicales, à ne pas déplacer le lieu des décisions. Ce ne sont pas les JCR qui prennent les décisions pour Tous Ensemble en réunion de fraction, en excluant les autres (GR, speb, inorganisés...). L'orientation de notre tendance doit être élaborée collectivement et démocratiquement: d'où l'importance d'un bulletin national régulier de tendance, de réunions nationales et locales de tendance...

Le dynamisme des luttes étudiantes et leurs débouchés positifs laissent ouverte la possibilité d'une relance des mobilisations. L'enjeu de la période à venir : développer les mobilisations pour mettre un coup d'arrêt à l'offensive libérale, imposer un réengagement budgétaire massif de l'Etat dans l'Education. La question des moyens est toujours décisive (revendication de la loi de programmation budgétaire), mais les étudiants sont aussi sensibles aux dangers des diplômés au rabais comme les licences pro (cf plate-forme grève Montpellier, agitation autour du rapport du Plan). Après l'avertissement des municipales qui révèle un gouvernement moins solide qu'il n'y paraît (et dont Lang n'est pas le moins bousculé), le développement de mobilisations massives dans les universités pourrait être un élément déstabilisateur dont Jospin se passerait volontiers. C'est ce qui explique les concessions faites aux mouvements, malgré une intransigeance de façade. Les luttes étudiantes ont à plusieurs reprises généré des crises politiques plus larges en convergeant avec les luttes des salariés (cf. 95). Un tel schéma pourrait se reproduire dans le contexte actuel de remobilisation sociale.

Notre présence dans les syndicats, du fait notamment de notre éparpillement, se résumait souvent de cette manière: des équipes militantes boostées et en première ligne lors des mobilisations, mais une incapacité chronique à gérer les appareils, à développer un syndicalisme de masse (faible syndicalisation, faible participation des adhérents...). L'unification de notre courant syndical doit nous permettre de nous doter d'une véritable stratégie de construction syndicale, sur le long terme et au quotidien. Ce qui implique de dégager, dans le cadre de la tendance, des thématiques et des terrains d'intervention prioritaires:

→ Nous pourrions ainsi envisager de faire un effort particulier en direction des étudiants en résidence universitaire. L'intervention en cités U permet en effet de toucher des étudiants de toutes filières, issus des couches sociales nouvelles venues à l'Université, avec une forte proportion d'étudiants étrangers. Autant d'éléments qui caractérisent un milieu très sensible au discours syndical, d'autant plus qu'il est particulièrement menacé par la politique locative actuelle des CROUS (faire moins de chambres, plus grandes et plus chères, avec celles existantes). Sachant que la 2ème partie de l'année Universitaire 2001-2002 sera marquée par les élections aux CROUS, mais aussi présidentielle et législatives, la question du statut social des jeunes devrait être au coeur des débats (cf. proposition de loi d'allocation autonomie par le groupe PCF, cf. campagne de Chirac en 95 sur l'allocation d'études, cf. campagnes de l'UNEF-ID...). C'est notre courant qui avait relancé la revendication d'allocation d'études et du statut social étudiant dans l'UNEF-ID en 94. Nous devons reprendre l'initiative sur ce thème et réfléchir à en faire une priorité de notre action syndicale pour le 2ème semestre 2001-2002 (actions, campagnes sur l'allocation d'études, les cités U, l'égalité des droits entre étudiants français et étrangers, pas une de nos AGE sans comités/associations de résidents rattachés au syndicat...). Cette activité syndicale sur le statut social des jeunes peut facilement s'articuler avec notre activité politique, par la mise en place d'un collectif unitaire des organisations de jeunesse pour une allocation d'autonomie (cf. réso DN 02/01).



→ Nous devons aussi rester en pointe sur les liens étudiants-salariés dans la dynamique des grèves McDo, Pizza Hut... La tendance Tous Ensemble propose ainsi dans le cadre du congrès de mai la création d'une commission étudiants-salariés qui travaillerait en lien avec les syndicats ouvriers (permanences juridiques dans les facs sur les stages et les petits boulots, élaboration et batailles communes contre la professionnalisation, campagnes de syndicalisation communes sur les secteurs à forte proportion d'étudiants comme la restauration rapide ou les téléservices...).

Au niveau politique, le mandat du précédent congrès n'a pas été respecté: la brochure Ecole n'est pas sortie. Cela reste une tâche pour le futur secrétariat étudiant, car un matériel de formation de cet ordre est toujours d'actualité. La brochure devra être prête pour la rentrée universitaire. Par contre le 4 pages éducation a bien marché et montre qu'on peut intervenir politiquement sur les questions scolaires sans faire du "parasynical". Le stage lycéen/étudiant a été plutôt réussi et devra être réitéré.

## Dans les lycées

Sur les lycées, l'absence de structures de masse ayant une réelle existence ne nous laisse pas beaucoup le choix, même si l'unification syndicale étudiante pourrait permettre de relancer l'idée d'un syndicat lycéen rattaché au syndicat étudiant, alors même que l'affrontement FIDL / UNL tourne à l'avantage de l'UNL.

Dans les lycées où nous avons des militants, ils peuvent mettre en place un cadre local de débat qui leur permette de rassembler autour d'eux des jeunes qui se politisent avec éventuellement l'édition d'une feuille du lycée.

Par ailleurs nous intervenons sur des lycées dans lesquels nous ne sommes pas présents afin de politiser les lycéens et de nous y implanter. Pour cela il est nécessaire d'avoir un bulletin régulier à y distribuer. Des bulletins existent déjà dans un certain nombre de villes. Ils doivent être centralisés pour pouvoir être réutilisés par d'autres sections.

On pourrait également réfléchir à la mise en place d'un sorte de "feuille de lycée" sur le principe des feuilles de boîte: un recto national rédigé par le national, auquel les sections ajoutent un verso local rédigé avec les lycéens JCR, les contacts...

Les lycées professionnels se sont massivement mobilisés lors des derniers mouvements lycéens, aussi bien les lycéens que les enseignants. Ils se sont mobilisés aussi contre des réformes spécifiques aux lycées pro. Ces réformes d'une part poursuivent la professionnalisation de ces filières via les atages et la participation des entreprises aux choix des programmes et aux jury de certains diplômes, d'autre part elles sont des attaques directes aux acquis des enseignants. Il s'agit d'annualiser leur temps de travail en rattrapant les heures durant les quelles les élèves sont en stage pendant les autres semaines.

Par ailleurs reste la question de la taxe professionnelle. Cette taxe doit être versées par les entreprises à l'établissement de leur choix. Ceci induit donc des disparités énormes entre lycées suivant les entreprises présentes et également suivant le type de filières de l'établissement.

Diversifier notre implantation dans la jeunesse scolarisée

Plusieurs sections font l'expérience de distribuer un bulletin sur des Centres de Formation pour Apprentis. À Paris, cette activité nous a permis d'avoir plusieurs apprentis en contact. Le bulletin est plutôt bien reçu. D'autres sections s'adressent aux lycées professionnels à l'aide d'un matériel particulier également. Si toutes les villes soulignent la difficulté d'élaboration d'un matériel spécifique, toutes les expériences menées sont pour l'instant positives en termes d'apparition, de contact et d'élargissement de notre surface. Nous poursuivons cette diversification de notre implantation et centralisons cette activité pour pouvoir en faire profiter toute l'organisation notamment par la remise en place d'une commission précarité/jeunes travailleurs.

# Plan du manifeste pour la jeunesse

NB. Les titres ne sont pas définitifs. Entre parenthèses, le poids relatif des parties.

## Introduction : (1)

données brutes révoltantes (des inégalités de plus en plus criantes)

le règne mondial de la loi des profits : une folie généralisée destructrice

un renouveau des luttes

annonce du plan : nous proposons d'agir maintenant pour transformer l'avenir

## 1. LUTTER ENSEMBLE (2,5)

### A. Contre les discriminations, pour l'égalité des droits

Division des opprimés

Hommes / Femmes

Racisme

Quartier ghetto

Répression

Droit aux études et à la culture  
Homophobie

## **B. Pour l'autonomie de la jeunesse**

Rôle de l'oppression spécifique  
Précarité / statut social (conditions de travail, allocation d'autonomie)  
Sexualité  
Drogues

## **C. Nos luttes n'ont pas de frontière**

Solidarité internationale  
Mondialisation impérialiste  
Taxe Tobin, contrôle démocratique (interdiction des licenciements, ...)  
Services publics  
Écologie  
Libre circulation, annulation de la dette  
Europe démocratique et sociale

Transition : unifier les luttes, faire avancer le niveau de conscience

## **2. UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE (2)**

### **A. Rien n'est à eux, tout est à nous !**

Notre force  
Lutte des classes  
Abattre le système

### **B. Révolutionnaires !**

Parti  
Révolution  
État  
Bilan du siècle (stalinisme, notamment)

### **C. Pistes pour un projet de société alternative**

Autogestion  
Démocratie  
Développement durable

## **Conclusion : Rejoins nous ! (0,5)**

# **Motions**

## **Motion CN jeunes**

Le 4<sup>ème</sup> congrès national des JCR-Red réaffirme sa volonté d'organiser, pour la rentrée universitaire, une conférence nationale jeune associant JCR, jeunes de la LCR et éventuels groupes de sympathisants « 100 % à gauche » issus des élections municipales.

Le congrès constate une situation contradictoire :

D'une part,

Les JCR-Red ont fait la démonstration de leurs capacités en termes d'apparition politique, d'élaboration et de production de matériel dans les échéances centrales (mondialisation, marche des femmes, syndicalisme...)

Le renouvellement important de l'organisation, la qualité des débats du congrès montrent que les JCR restent en capacité d'organiser et de former les jeunes militants révolutionnaires.

Dans la jeunesse, face aux autres organisations politiques, dans le travail de masse et les mobilisations, notre courant et plus particulièrement les JCR disposent d'une influence significative.

D'autre part,

La faiblesse des effectifs militants, le peu de mobilisation des sections pour le congrès (baisse du nombre de votants)

illustrent la fragilité de l'organisation.

Dans plusieurs villes, des groupes jeunes de la LCR existent, issus parfois des JCR.

La dynamique que connaît la LCR et qu'ont renforcée les élections municipales amène des jeunes à se tourner directement vers la LCR sans passer par les JCR.

La conjonction de ces potentialités et de ces fragilités confirme l'importance de réunifier l'intervention de notre courant dans la jeunesse.

En outre, les difficultés rencontrées dans ce congrès pour renouveler les instances et représenter les diverses sensibilités des JCR posent un problème supplémentaire.

En conséquences, pour avancer vers l'unification de notre courant, le 4<sup>ème</sup> congrès national des JCR-Red fixe comme objectifs à la CN jeunes :

D'aboutir à la structuration de notre courant dans la jeunesse en fédérant nos différentes formes d'intervention, se dotant d'une coordination et d'une apparition commune ;

La rédaction d'un manifeste pour la jeunesse du XXI<sup>ème</sup> siècle, support de campagnes politiques ;

La mise en place d'un véritable comité de rédaction de notre journal, qui s'ouvre à tous les jeunes de notre courant (JCR ou non).

Cette CN jeunes est préparée par les JCR en lien avec la LCR, notamment via la création d'une circulaire de la commission de contact permettant de toucher et de recenser tous les jeunes de notre courant.

## **Motion mise au point sur l'élection de la direction de l'organisation**

Suite aux difficultés de constituer une direction réellement représentative de l'organisation, nous avons dû gérer dans l'urgence ce problème, pourtant prévisible. Ainsi, une rencontre informelle a eu lieu dans la nuit de samedi à dimanche. Or, ce débat concerne l'ensemble de l'organisation.

Cette maladresse aurait pu être évitée par l'élection d'une commission des candidatures.

## **Motion lesbigay**

Tirant le constat aujourd'hui d'une popularisation des luttes homosexuelles (notamment aux LGP mais aussi au débat sur le PACS), nous avons constaté que l'investissement des JCR dans cette lutte est bien en deça de ce que l'on pourrait attendre. C'est pour cette raison que nous proposons, dans le but de lancer cette activité :

L'établissement d'une commission chargée de l'élaboration d'un matériel en vue des deux principales échéances à venir : les LGP, la semaine contre l'homophobie.

La sortie d'une brochure nationale contre l'homophobie.

La tenue de formations, nécessaires et ce à différents niveaux :

En DN

Dans toutes les sections possibles

Pendant le camp, en réunion de délégation notamment pour expliquer certains jeux de la fête lesbigay parfois incompris)

La mise en place d'une liste de diffusion spécifique pour relayer l'ensemble des initiatives menées localement

L'établissement d'un véritable relais avec la CNH, afin d'utiliser cette instance comme tremplin pour lancer cette activité dans les JCR

Un réinvestissement de la section française dans l'activité lesbigay au camp, notamment par la prise en charge d'une commission.

## **Motion diversification du matériel**

Le matériel est un vecteur essentiel de notre apparition propre. Il permet de faire connaître dans la jeunesse notre organisation, les perspectives que l'on propose et les moyens de les faire aboutir, notre analyse de la situation politique, nos revendications concrètes. Sans remettre en cause le type de matériel que nous avons sorti, il serait judicieux de réfléchir à d'autres moyens d'apparition, en prenant exemple de ce qui se fait ailleurs.

Dans notre apparition publique, en plus des manifs, meetings et autres tables sur les facts, il est important de réfléchir sur la mise en place d'actions « coup de poing » : soit des JCR, soit de manière unitaire. De plus, le côté festif de certaines apparitions peut nous permettre de mieux faire connaître et de toucher une fraction plus large de la jeunesse. Des moyens concrets existent : tables JCR dans des concerts, en lien avec des assos de quartier et des groupes musicaux, organisation de concerts, de fêtes (avec des débats).

Il existe aussi d'autres formes de matériel qui peuvent être utilisées : T-Shirt... Dans les manifs et rassemblements, les banderoles sont un moyen d'apparition publique, sur lequel les JCR, nationalement et localement, devrait réellement réfléchir (choix du slogan, couleur, logo, dessin) ;

Cette liste des moyens d'apparition que pourraient se donner les JCR n'est pas exhaustive. Par contre, il est temps de réfléchir sur la portée du matériel et sur d'autres formes d'apparition.

# JCR-RED

LE JOURNAL DES JCR-RED